Prolétaires de tous les pays, UNISSEZ-VOUS !

RÉVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

Mensuel nº 431 • avril 2012 • www.internationalism.org • france@internationalism.org • 1,30 Euro – 2,50 FS – 2 $ can.

Droite ou gauche au pouvoir

Les attaques vont redoubler

En avant-première mondiale, le CCI va ici vous révéler un scoop exclusif. Le soir du 6 mai, à 20 heures pétantes, le visage du vainqueur des élections présidentielles françaises qui s'affichera sur tous vos écrans de télé sera celui de… la bourgeoisie.

Quel que soit l'élu, de gauche ou de droite, le gouvernement mis en place va implacablement attaquer nos conditions de vie et de travail au nom de l'intérêt du capital national français. Toutes les promesses de cette campagne, toutes sans exceptions, vont s'envoler et le programme qui sera réellement appliqué portera pour nom **Austérité**. Réduction des effectifs des fonctionnaires, baisse des pensions de retraites, détérioration des droits des chômeurs et de l'accès aux soins, aggravation de la précarité et de la flexibilité sur le marché du travail, hausse des prix…

Entre la droite et la gauche, seuls les discours changent, les actes, eux, restent les mêmes. Hollande voudrait aujourd'hui nous faire croire que voter pour lui, ce serait mettre fin à la politique liberticide, raciste et brutale de "la clique à Sarko". Les petites phrases des Guéant, Hortefeux et consorts sont en effet abjectes et insupportables. Et les envies de passer un grand coup de Kärcher dans la salle du Fouquet's sont tout à fait compréhensibles. Mais il ne faut pas oublier qui sont réellement les socialistes :

- Sous l'ère mitterrandienne, ont régné la désindustrialisation, les licenciements massifs et la hausse du chômage. Jamais l'Etat n'a autant privatisé pour supprimer des postes qu'avec Jospin Premier ministre !
- Dans les années 1980, la gauche a généralisé le travail précaire en multipliant les petits boulots (par exemple les TUC), a propulsé dans la misère les RMIstes, fabriqué des SDF…
- La gauche a "perfectionné" la politique anti-immigrés en mettant en place "les charters collectifs pour les expulsions de sans-papiers" au début des années 1990 lorsque Edith Cresson était Premier ministre de Mitterrand.
- Les lois promulguées par Pierre Joxe, ministre socialiste de l'Intérieur dans les années 1980, ont permis de fliquer et quadriller les banlieues.
- Il n'ont pas hésité à participer à la guerre du Golfe en 1990 (500 000 morts) ou à jouer un rôle sordide dans le génocide rwandais de 1994 (au moins 800 000 morts). Souvenons-nous de ce qu'avait déclaré à l'époque François Mitterrand à un journaliste qui l'interrogeait sur le rôle "obscur" de l'armée française alors en opération "humanitaire" sur ces terres rwandaises : "Dans ces pays-là, un génocide n'est pas trop important".

Si Hollande est élu, le Parti socialiste ne barrera pas la route à la politique nauséabonde de Sarkozy, il lui emboîtera le pas. Que la droite ou la gauche soit au pouvoir demain, la vie sera plus dure qu'aujourd'hui. Il n'y a aucune illusion à avoir. Pour reprendre une formule crue mais explicite des Indignés d'Espagne : "Izquierda, derecha, ¡la misma mierda!" ("Gauche, droite, la même merde !").

Et Mélenchon ? Lui qui clame partout "Prenez le pouvoir !" et "Place au Peuple !", ne pourrait-il pas être la lueur d'espoir dans un coin de ce tableau si noir ? Fort des quelques millions de voix qui vont le soutenir, ne pourrait-il pas à l'avenir "peser dans la balance" en faveur des faibles, des petits et des exploités ? Encore une fois, regardons les actes. Mélenchon a, il est vrai, tout de l'homme antisystème… à condition de fermer les yeux sur son passé ! En tant que socialiste, il a en effet été successivement rien de moins que conseiller municipal de Massy (1983), conseiller général de l'Essonne (1985), sénateur du même département en 1986, 1995 et 2004, ministre de l'Enseignement professionnel de 2000 à 2002 sous Jospin et député européen en 2009 dans la circonscription du Sud-Ouest. Mais, nous dit-il, il a changé (lui aussi !), il a appris de ses erreurs passées (décidément !). Très bien. Qui est son principal soutien politique actuel ? Le PCF ! Le plus chauvin des partis français, celui dont le "F" jette une ombre démesurée sur les deux autres toutes petites lettres qui l'accompagnent… Faut-il rappeler l'épisode du foyer malien rasé à coups de bulldozers en 1979, à Vitry-sur-Seine, sous les ordres de la mairie "communiste" ? Ou l'ordre donné à la police par Fiterman, le ministre des Transports "communiste", d'évacuer *manu militari* les cheminots grévistes de la gare Saint-Lazare en 1984, accusés "d'être manipulés par l'extrême droite" ? Comme ses amis staliniens, Mélenchon prétend défendre les exploités, en paroles, pour mieux protéger les intérêts de sa nation, en actes. Comme ses amis staliniens, Mélenchon discourt de "la nécessaire solidarité internationale des peuples" coiffé du bonnet phrygien et en scandant les slogans les plus cocardiers, du "Produisons et consommons français !" au "Soutenons l'industrie française !". Monsieur Mélenchon peut bien jouer au pipeau l'air de *l'Internationale,* il suffit de tendre l'oreille pour entendre que les paroles qu'il nous chante sont sans aucun doute celles de *la Marseillaise.* Il pourrait presque former un chœur avec "les gars de la Marine" (Le Pen)… lui qui pourtant se présente comme le plus grand adversaire du Front national.

Rien de bon ne peut réellement sortir des urnes. Il ne peut pas y avoir de "bons candidats" pour les exploités lors d'une élection organisée par et pour la bourgeoisie. Jamais. La raison en est simple : le capitalisme est en train de sombrer, la crise économique l'entraîne peu à peu vers le fond. Ce système ne peut plus rien apporter à l'humanité, que toujours plus de misère et de guerre. **La seule issue possible, c'est de mettre fin à l'exploitation et à la division du monde en nations concurrentes. Aucune élection** (1)**, aucun référendum ne peut mener à un tel résultat.** Au contraire, chaque fois que la bourgeoisie nous demande de voter aux élections présidentielles, elle ne nous impose rien d'autre que de choisir celui qui va se mettre à la tête de l'Etat pour faire perdurer ce système, de choisir celui qui défendra au mieux les intérêts capitalistes du pays. Ce n'est donc pas simplement que "gauche-droite, c'est pareil", mais bien plus profondément que la démocratie ne cherche, à travers ses élections, qu'à maintenir en vie le système capitaliste et les privilèges d'une minorité au détriment de l'écrasante majorité. Comme l'ont affirmé certains Indignés d'Espagne "Lo llaman democracia y no lo es, es una dictadura y no se ve" ("Ils l'appellent démocratie mais ce n'est pas le cas, c'est une dictature mais ça ne se voit pas !") (2).

WH et *Pawel* (27 mars)

1) Nous désignons ici évidemment les élections organisées par les Etats dits démocratiques et non celles pouvant avoir lieu au sein d'organes de luttes ouvrières comme, par exemple, les assemblées générales.
2) Lire notre tract international page 6.

Drames de Toulouse et Montauban

Symptômes de l'agonie barbare de la société capitaliste

Les assassinats commis les 11, 15 et 19 mars à Toulouse et Montauban ainsi que leurs répercussions constituent une illustration saisissante de la barbarie dans laquelle s'enfonce le monde actuel.
D'après le Président Sarkozy, Mohamed Merah, le jeune toulousain qui a commis ces crimes et qui a été exécuté par le RAID, était un "monstre". Cette affirmation soulève au moins deux questions :
C'est quoi un "monstre" ?
Comment la société a-t-elle pu fabriquer un tel "monstre" ?

Les "bons monstres" et les "mauvais monstres"

Si le fait de tuer de sang-froid des personnes parfaitement innocentes, et au surcroît inconnues, fait d'un être humain un "monstre", alors la planète est gouvernée par des "monstres" puisqu'un grand nombre des chefs d'État de ce monde ont commis de tels crimes. Et ce ne sont pas seulement quelques "dictateurs sanguinaires" qui sont concernés comme Staline ou Hitler dans le passé, Kadhafi ou Assad dans la période actuelle. Que penser de Winston Churchill, le "Grand homme" de la Seconde Guerre mondiale qui a ordonné les bombardements des villes allemandes de Hambourg durant l'été 1943 et Dresde du 13 au 15 février 1945, bombardements qui firent des dizaines, voire des centaines de milliers de morts civils dont 50 % de femmes et 12 % d'enfants ? Que penser de Harry Truman, président de la "grande démocratie" américaine, qui ordonna les bombardements atomiques de Hiroshima et Nagasaki au Japon en août 1945, lesquels firent plusieurs centaines de milliers de victimes civiles, en majorité des femmes et des enfants ? Ces tués n'étaient pas des victimes "collatérales" d'opérations visant des objectifs militaires. Les bombardements visaient expressément les civils et notamment, dans le cas de l'Allemagne, ceux habitant les quartiers populaires. Aujourd'hui, les dirigeants des pays "démocratiques" "couvrent" en permanence tous les bombardements des populations civiles, qu'ils aient lieu en Irak, en Afghanistan, à Gaza ou en bien d'autres lieux.

Pour exonérer les dirigeants politiques et militaires, on entend que tous ces crimes sont le prix à payer pour gagner la guerre contre les "forces du mal". Même les opérations de représailles contre des populations civiles sont ainsi justifiées : ces actes de vengeance ont pour but de "démoraliser" et de "dissuader" l'ennemi. C'est exactement ce qu'a affirmé Mohamed Merah, si on en croit les policiers qui ont discuté avec lui avant son exécution : en s'attaquant aux militaires, il voulait "venger ses frères d'Afghanistan", en s'attaquant aux enfants d'une école juive, il voulait "venger les enfants de Gaza" victimes des bombardements israéliens.

Mais peut être que ce qui fait de Mohamed Merah un "monstre", c'est qu'il ait lui-même appuyé sur la gâchette de l'arme qui allait donner la mort. C'est vrai que les dirigeants qui ordonnent des massacres ne sont pas en contact direct avec leurs victimes : Churchill n'a pas actionné les lancers de bombes sur les villes allemandes et il n'a pas eu l'occasion de voir mourir ou agoniser les femmes et les enfants qu'elles ont tués. Mais n'est-ce pas aussi le cas de Hitler et de Staline qui eux sont considérés, à juste titre, comme de sinistres criminels ? De plus, les soldats qui, sur le terrain, assassinent des civils désarmés, que ce soit sur ordre ou mus par la haine qu'on a mis

(suite page 2)

M 02485 - 431 - F: 1,30 €

Dans ce numéro

suite de la page 1

Drames de Toulouse et Montauban

dans leur tête, sont rarement traités de “monstres”. Bien souvent, ils reçoivent même des médailles et ils sont parfois considérés comme des “héros”.

Qu’il s’agisse des dirigeants des États ou de simples citoyens ordinaires enrôlés dans une guerre, les “monstres” sont pléthore dans le monde actuel et ils sont avant tout le produit d’une société qui elle, effectivement, est “monstrueuse”.

L’itinéraire tragique de Mohamed Merah l’illustre de façon saisissante.

Comment on devient un “monstre”

Mohamed Merah était un très jeune homme issu de l’immigration maghrébine, élevé par une mère seule, qui s’est retrouvé en échec scolaire et a commis un certain nombre de délits de droit commun avec violence lorsqu’il était mineur, ce qui l’a conduit en prison. Il a connu le chômage à plusieurs reprises et a tenté de s’engager dans l’armée, ce qui lui a été refusé du fait de ses antécédents judiciaires. C’est à cette même période qu’il a commencé à s’approcher de l’islamisme radical, apparemment sous l’influence de son frère aîné.

Nous avons là un parcours extrêmement classique emprunté par beaucoup de jeunes d’aujourd’hui. C’est vrai que tous ces jeunes ne finissent pas dans la peau d’un assassin. Mohamed Merah avait une fragilité particulière comme l’attestent sa tentative de suicide lorsqu’il était en prison et le séjour qu’il a fait en établissement psychiatrique. Mais il est significatif – comme le montrent les tentatives de créer sur Internet des forums à sa gloire – que Mohamed Merah soit dès à présent considéré comme un “héros” parmi de nombreux jeunes des banlieues, tout comme le sont ces terroristes qui se font sauter avec leur bombe dans les lieux publics en Israël, en Irak ou à Londres. La dérive vers un Islam extrémiste et violent affecte principalement certains pays à population musulmane où elle peut même constituer un caractère de masse comme en témoigne, par exemple, le succès du Hamas à Gaza. Quand elle concerne des jeunes nés en France (ou dans d’autres pays d’Europe) elle résulte, en partie, des mêmes causes : la révolte contre l’injustice, le désespoir et le sentiment d’exclusion. Les “terroristes” de Gaza sont recrutés parmi les jeunes d’une population qui, depuis des décennies, vit dans la misère et le chômage, qui a subi la colonisation de l’État d’Israël et continue de recevoir régulièrement des bombes de cet État, et cela sans que se présente la moindre perspective d’amélioration. “*La religion*, comme l’écrivait Marx au XIXe siècle, *est le soupir de la créature accablée par le malheur. Elle est le cœur d’un monde sans cœur comme elle est l’esprit d’une époque sans esprit. Elle est l’opium du peuple*.” Confrontées à un présent intolérable et à une absence de futur, les populations ne trouvent d’autre consolation et espoir que dans une fuite dans la religion qui leur promet le Paradis pour après la mort. Jouant sur l’irrationnel (puisqu’elles sont basées sur la foi et non sur la pensée rationnelle), les religions constituent un terrain propice au fanatisme, c’est-à-dire au rejet radical de la raison. Quand elles comportent l’ingrédient de la “guerre sainte” contre les “infidèles” comme moyen de gagner le Paradis (comme c’est le cas de l’islam mais aussi du christianisme) et qu’outre la misère et le désespoir, l’humiliation est quotidienne, elles sont prêtes à se convertir en justification céleste de la violence, du terrorisme et des massacres.

A l’automne 2005, la flambée de violence qui a embrasé les banlieues françaises était un symptôme du mal-être et du désespoir qui touche une jeunesse de plus en plus massivement victime du chômage et de l’absence de futur, et particulièrement la jeunesse issue de l’immigration maghrébine ou subsaharienne. Celle-ci subit la “double peine” : en plus de l’exclusion que constitue le chômage lui-même s’ajoute l’exclusion liée à la couleur de peau ou au nom ; à compétences égales, Joseph ou Marie auront plus de chances de trouver un emploi que Youssef ou Mariam, surtout si cette dernière porte le voile comme l’exige sa famille.

Dans ce contexte, le “repli identitaire” ou le “communautarisme”, comme le qualifient les sociologues, ne peut que s’aggraver, un repli qui trouve dans la religion son principal ciment. Et un tel communautarisme, notamment ses formes les plus xénophobes et violentes, est encore alimenté par la situation internationale où l’État d’Israël (et donc le juif), constitue “l’Ennemi” par excellence.

Les racines de l’antijudaïsme

Suivant les informations fournies par la police, c’est parce qu’il n’a pas trouvé de militaire à abattre le 19 mars que Mohamed Merah s’est “replié” sur une école juive, tuant trois enfants et un enseignant. Cet acte barbare n’est que la pointe extrême d’un très fort sentiment anti-juif qui habite aujourd’hui un grand nombre de musulmans.

Pourtant, l’antijudaïsme n’est pas une “spécialité” historique de l’Islam, bien au contraire. Au Moyen-Âge, la situation des juifs était bien plus enviable dans les pays dominés par l’Islam que dans les pays dominés par le Christianisme. Dans l’Occident chrétien, les persécutions prenant les juifs (accusés d’être les “assassins de Jésus”) comme boucs émissaires dans les périodes de famine, d’épidémie ou de difficultés politiques étaient contemporaines des bonnes relations et de la coopération entre juifs et musulmans dans les pays de l’Empire arabo-musulman. A Cordoue, capitale de l’Al-Andalus (l’Andalousie musulmane), des juifs occupent des postes de diplomate ou de professeur d’université. En Espagne, les premières persécutions massives de juifs seront le fait des “rois catholiques” qui les chassent en même temps que les musulmans au moment de la “reconquête” en 1492. Par la suite, la situation des juifs sera bien meilleure au sud de la Méditerranée que dans les pays chrétiens, qu’ils soient catholiques ou orthodoxes. Le mot “ghetto” est d’origine italienne (XVIe siècle), le mot “pogrom” d’origine russe (XIXe siècle). C’est en Europe, face aux pogroms à l’Est et à la vague d’antisémitisme liée à “l’affaire Dreyfus” en France, et non au Maghreb ou au Proche-Orient, que se développe le sionisme, cette idéologie nationaliste née à la fin du XIXe siècle qui prône le retour des juifs et la création d’un État confessionnel sur les terres de la Palestine biblique désormais peuplée essentiellement de musulmans. C’est la création après la Première Guerre mondiale d’un “Foyer national juif” en Palestine sous mandat britannique où émigrent dans les années 1930 de nombreuses victimes des persécutions nazies qui marque le début de l’antagonisme entre juifs et musulmans. Mais c’est surtout la création en 1948 de l’État d’Israël, destiné à accueillir des centaines de milliers de survivants de la “Shoah” qui ont tout perdu, qui va alimenter et aggraver l’hostilité de nombreux musulmans envers les juifs, notamment avec le départ vers des camps de réfugiés de 750 000 arabes. Les différentes guerres entre Israël et les pays arabes, de même que l’implantation de colonies dans les territoires occupés par Israël, ne vont évidemment pas arranger les choses ni non plus la propagande des gouvernements de la région qui ont trouvé dans la politique coloniale d’Israël un excellent exutoire pour défouler la colère des populations qu’ils maintiennent dans la misère et l’oppression. Et il en est de même des “croisades” rhétoriques ou armées des dirigeants américains et de leurs alliés occidentaux et israélien contre (ou dans) des pays musulmans (Irak, Iran, Afghanistan) au nom de la lutte contre le “terrorisme islamique”.

Né de l’histoire barbare du XXe siècle, de plus au cœur d’une région cruciale du point de vue stratégique et économique, l’État d’Israël et sa politique sont condamnés à alimenter indéfiniment les tensions au Moyen-Orient et la haine du juif parmi les musulmans.

Quelles perspectives ?

Mohamed Merah est mort, le corps criblé de balles, mais les causes qui sont à l’origine de son itinéraire tragique ne sont pas prêtes de disparaître. Avec l’aggravation de la crise d’un système capitaliste à l’agonie, avec la croissance inéluctable du chômage, de la précarité et de l’exclusion, particulièrement parmi les jeunes, le désespoir et la haine de même que le fanatisme religieux ont de beaux jours devant eux, ouvrant aux petits caïds de la drogue ou du “djihad” de belles perspectives de recrutement. Le seul contrepoison à cette dérive barbare réside dans le développement massif et conscient des luttes prolétariennes qui offrira aux jeunes une véritable identité, l’identité de classe, une véritable communauté, celle des exploités et non celle des “croyants”, une véritable solidarité, celle qui se développe dans la lutte contre l’exploitation entre travailleurs et chômeurs de toutes races, nationalités et religions, un véritable ennemi à combattre et terrasser, non pas le juif, mais le capitalisme. Et ce sont ces mêmes luttes ouvrières qui seules permettront de sortir le Moyen-Orient de l’état de guerre permanent, ouvert ou larvé, dans lequel il se trouve, lorsque les prolétaires juifs et musulmans, de chaque côté du “Mur de la Honte” ou à l’intérieur de ce mur, comprendront qu’ils ont les mêmes intérêts et qu’ils doivent être solidaires contre l’exploitation. Des luttes ouvrières qui, en se développant dans tous les pays, devront de plus en plus comprendre et prendre en charge la seule perspective qui puisse sauver l’humanité de la barbarie : le renversement du capitalisme et l’instauration de la société communiste.

Fabienne (29 mars)

Les larmes de crocodile de la bourgeoisie

La récente série de meurtres imputée à Mohamed Merah a brutalement secoué l’Hexagone, par sa violence et par la profonde horreur qu’elle ne pouvait que susciter, particulièrement par rapport à ces enfants froidement et odieusement abattus. Les réactions de toutes parts ont été unanimes pour dénoncer ces actes de barbarie. De Sarkozy qui stigmatisait cette “sauvagerie” à Hollande contre “ce drame aussi horrible”, en passant par Marine Le Pen “horrifiée”, etc., pas une voix n’a manqué. Et tous (1) appelaient à la “retenue”, à faire “l’union nationale” ou “l’unité nationale” en pleine campagne électorale, c’est-à-dire en pleine période d’étripage mutuel. Quelle grandeur d’âme subitement généralisée ! (2)

Ce n’était plus la course à la présidence qui prédominait, mais la course à “l’empathie”. Les Eglises juive, catholique, orthodoxe, protestante et musulmane se sont mêlées à l’émotion ambiante pour appeler toute la population française “à s’unir aux familles et aux différentes communautés”. Pour marquer le coup, Sarkozy a même imposé une minute de silence dans tous les établissements scolaires, sans faire lever le sourcil à quiconque. Qu’on s’imagine une institutrice de maternelle expliquer à une trentaine d’enfants de trois ans et quelque qu’ils doivent se recueillir et se taire une minute parce que d’autres enfants ont été assassinés dans une autre école, qui aurait pu être la leur ! C’est de la pédagogie sécuritaire.

Cette “émotion” ne s’est de plus pas arrêtée au seuil des frontières françaises, car on a vu “d’ouest en est, la diplomatie ‘horrifiée’” (*Libération* du 20 mars). Les Etats-Unis, au milieu du concert éploré des autres nations, ont déclaré se joindre “au gouvernement français pour condamner cet acte de violence gratuit et révoltant”.

Autrement dit, il y a violence et violence. Lorsqu’un individu paumé et devenu fou assassine, c’est “révoltant”. Et en effet. Mais quand quelques centaines de milliers de soldats armés jusqu’aux dents envahissent un pays, le bombardent et massacrent des centaines de milliers de gens, femmes, enfants, vieillards compris, avec à l’appui une quelconque résolution de l’ONU, ou même sans l’avis de personne, c’est une “lutte pour la paix”. Et ce n’est pas gratuit.

Ce qui est en réalité “révoltant”, c’est l’hypocrisie de cette classe bourgeoise, son manque total du minimum de respect et d’empathie sincère pour qui que ce soit. Chaque jour et chaque seconde apportent leur lot de preuves de leur mépris total à l’égard de l’humanité toute entière. Ces grands bourgeois qui professent aujourd’hui des discours pleins de compassion pour les victimes ne sont en réalité que des assassins aux mains couvertes de sang ! Il suffit de regarder l’état de cette planète où jamais les conflits guerriers n’ont été aussi nombreux et réguliers, sous l’œil pervers de cette bourgeoisie qui, telle le crocodile de la légende, verse d’autant plus de larmes qu’elle tient à attirer ses victimes.

Wilma (27 mars)

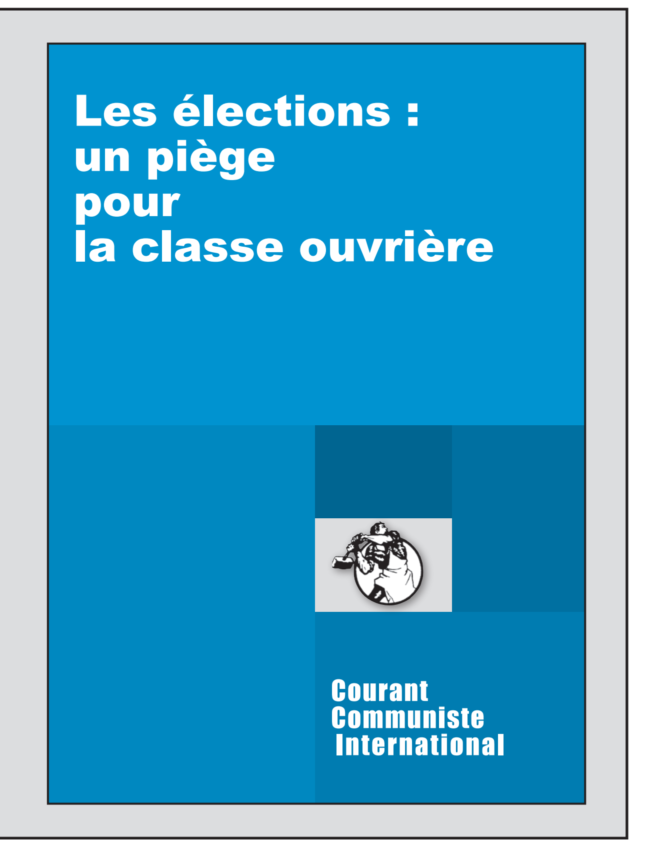
1) Seule Nathalie Arthaud affirmait pour *LO* sa volonté de ne pas “participer à une quelconque ‘union nationale’”.
2) Unité qui n’aura d’ailleurs même pas duré le temps de l’enterrement des soldats français puisqu’il a été lui-même le champ de l’affrontement électoraliste.

LISEZ NOTRE BROCHURE

Les élections : un piège pour la classe ouvrière

Changer la société au moyen du bulletin de vote ?

Les arguments avancés par les formations politiques ou candidats en lice pour convaincre les électeurs de leur accorder leur suffrage se ramènent en général à ceci : les élections constituent un moment pendant lequel les citoyens sont confrontés à un choix dont dépend l’évolution de la société et, par conséquent, leurs conditions de vie future. “Tous les hommes naissant libres et égaux en droit”, proclame la Déclaration universelle des droits de l’homme. Grâce à la démocratie, chaque citoyen disposerait ainsi, autant que tout autre, de la possibilité de participer aux grands choix sociaux. Dans la réalité, il n’en est rien puisque la société est divisée en classes sociales aux intérêts antagoniques. L’une d’elles, la bourgeoisie, exerce sa domination sur l’ensemble de la société à travers la possession des richesses et, grâce à son État, sur toute l’institution démocratique, sur les médias, etc. Elle peut ainsi imposer au quotidien son ordre, ses idées, sa propagande aux exploités en général et à la classe ouvrière en particulier. Cette dernière est la seule classe qui, par sa lutte, est capable de mettre en question l’hégémonie de la bourgeoisie et de son système d’exploitation.



Grève générale ou pare-feu syndical ?

En Inde, une journée de grève, lancée à l'appel des onze centrales syndicales nationales (c'était la première fois qu'elles agissaient ensemble depuis l'indépendance du pays en 1947) et de 50 000 syndicats plus petits, représentant 100 millions de travailleurs à travers tout le pays, a eu lieu le 28 février 2012. Elle a touché de nombreux secteurs, notamment les employés de banque, les travailleurs de la poste et des transports publics, les enseignants, les dockers… Cette mobilisation a été saluée comme étant une des grèves les plus massives du monde à ce jour.

Le fait que des millions de travailleurs se soient mobilisés montre que, malgré tous les discours sur le « boom » économique indien, il n'est pas ressenti comme tel par la classe ouvrière. Par exemple, les centres d'appels téléphoniques et l'industrie liée à la l'informatique en Inde, dépendant à 70 % de compagnies américaines, subissent lourdement le poids de la crise économique. C'est également le cas dans tout un tas de secteurs. L'économie indienne n'est pas à l'écart du reste de l'économie mondiale et de sa crise.

En Inde aussi donc la colère ouvrière gronde. C'est pourquoi les syndicats se sont tous mis d'accord sur l'appel commun à la grève… pour faire face, unis, à… la classe ouvrière ! Quel autre sens donner à cette subite entente des organisations syndicales, elles qui dans le passé ont au contraire savamment entretenu la division, systématiquement, à chacune des précédentes mobilisations contre les mesures gouvernementales.

Loin de montrer que la bourgeoisie attaque aujourd'hui sans répit les travailleurs à cause de la crise d'un système malade et pourrissant, au contraire, les efforts des syndicats visent à faire croire qu'il faudrait faire confiance à ce système et que la bourgeoisie pourrait accorder n'importe quoi si elle souhaitait le faire. La preuve en est le cocktail de revendications avancées portant notamment sur l'obtention d'un salaire minimum national, réclamant aussi des emplois permanents pour 50 millions de travailleurs précaires, des mesures gouvernementales pour juguler l'inflation (qui a dépassé les 9 % pendant la majeure partie de ces deux dernières années), des améliorations sur la protection sociale comme sur les retraites pour tous les travailleurs, un renforcement du droit du travail comme des droits syndicaux et la fin de la privatisation des entreprises d'Etat. Ces revendications mises en avant par les syndicats reposent toutes sur l'hypothèse que le gouvernement est capable de répondre aux besoins des classes exploitées. Il répand aussi l'idée mensongère qu'il pourrait réduire l'inflation ou que, derrière l'appel à la défense des services publics, l'arrêt de la revente au privé de pans entiers de l'activité du secteur public bénéficierait d'une manière quelconque à la classe ouvrière.

Une “grève unitaire” très sélective

Les syndicats n'ont pas toujours demandé à leurs membres de se joindre à la grève. Ainsi, plus d'un million et demi de cheminots, et beaucoup d'autres ouvriers, la plupart d'entre eux membres de ces syndicats, n'étaient même pas appelés à faire grève. Dans la plupart des zones industrielles, dans des centaines de villes petites ou grandes, dans toute l'Inde, alors que les travailleurs du secteur public se mettaient en grève, des millions d'ouvriers du secteur privé continuaient à travailler et leurs syndicats n'ont pas appelé à la grève. Tout en appelant à une “grève générale”, les syndicats ne se sont pas gênés pour que des millions de leurs membres aillent au travail comme d'habitude ce jour-là.

Même dans les secteurs où les syndicats ont appelé à la grève, leur attitude était plus celle d'appeler à une “grève absentéiste”. Beaucoup de travailleurs ont fait grève tout en restant à la maison. Les syndicats n'ont pas fait de grands efforts pour les amener dans la rue tous ensemble et pour organiser des manifestations. Ni pour impliquer dans la grève les millions de travailleurs du secteur privé membres de syndicats nationaux en grève. Il faut rapprocher cette manœuvre au fait que récemment et pendant pas mal de temps, les ouvriers du secteur privé ont été beaucoup plus combatifs et moins respectueux des lois de la bourgeoisie. Même des zones industrielles comme Gurgaon et les industries automobiles près de Chennai, les usines comme Maruti à Gurgaon et Hyundai près de Chennai qui avaient récemment connu de grandes luttes, n'ont pas rejoint cette grève.

Pourquoi les syndicats ont-ils appelé à la grève ?

Il est clair que les syndicats n'ont pas utilisé la grève pour mobiliser les ouvriers, pour les faire descendre dans la rue et s'unir. Ils l'ont utilisée comme un rituel, comme un moyen de lâcher un peu de vapeur, pour séparer les ouvriers, les inciter à la passivité et les démobiliser. Etre assis à la maison, à regarder la télé, ne renforce pas l'unité et la conscience des travailleurs. Cela ne fait qu'accroître le sentiment d'isolement, la passivité et la sensation d'avoir perdu une occasion. Etant donnée cette attitude, pourquoi les syndicats ont-ils alors appelé à la grève ? Et qu'est ce qui a pu tous les amener à s'unir, y compris le BMS [1] et ses plus de 6 millions d'adhérents ? Pour comprendre cela, nous devons regarder quelle est la situation réelle au niveau économique et social comme ce qui se passe au sein de la classe ouvrière en Inde.

La dégradation des conditions de vie des travailleurs

Malgré les grand discours sur le boom économique, la situation économique a empiré ces dernières années. Comme partout, l'économie est en crise. Selon les statistiques gouvernementales, le taux de croissance annuelle est tombé de 9 % à 6 % environ. Beaucoup d'industries ont été sévèrement touchées dans les secteurs de l'informatique, du textile, de l'usinage des diamants, des biens de consommation, d'infrastructure, des compagnies privées d'électricité, des transports aériens. Cela a conduit à intensifier les attaques contre la classe ouvrière. L'inflation générale plane autour de 10 % depuis plus de deux ans. L'inflation au niveau des produits alimentaires et des objets de première nécessité est beaucoup plus élevée, allant quelques fois jusqu'à 16 %. La classe ouvrière s'enfonce dans la misère.

1) Le Bharatiya Mazdoor Sangh qui est le plus grand syndicat du pays, est lié au BJP, le parti religieux hindouiste fondamentaliste.

Le développement de la lutte de classe

Dans cette ambiance de conditions de vie et de travail dégradées, la classe ouvrière a repris le chemin de la lutte de classe. Depuis 2005, on a vu une accélération progressive de la lutte de classe dans l'Inde toute entière, démontrant qu'elle s'inscrit clairement dans le développement actuel de la lutte de classe internationale. Les années 2010 et 2011 en particulier ont connu de nombreuses grèves dans beaucoup de secteurs et des milliers de travailleurs ont pris part à des occupations d'usine, à des grèves sauvages et à des rassemblements de protestation. Quelques-unes de ces grèves ont été très importantes, notamment dans le secteur de l'automobile comme par exemple celles des ouvriers de Honda Motor Cycle en 2010 ou de Gurgaon et de Hyundai Motors à Chennai en 2011, dans lesquelles les travailleurs ont arrêté le travail à plusieurs reprises contre la précarisation et les autres attaques des patrons et ont exprimé une grande combativité et une forte détermination dans l'affrontement avec l'appareil de sécurité des patrons. Récemment, entre juin et octobre 2011, toujours dans les usines de production d'automobiles, les travailleurs ont agi de leur propre initiative et n'ont pas attendu les consignes syndicales pour se mobiliser avec de fortes tendances à la solidarité et une volonté d'extension de la lutte à d'autres usines. Ils ont aussi exprimé des tendances à l'auto-organisation et à la mise en place d'assemblées générales, comme lors des grèves à Maruti-Suzuki à Manesar, une ville nouvelle liée au boom industriel dans la région de Delhi, durant laquelle les ouvriers ont occupé l'usine contre l'avis de “leur” syndicat. Après une négociation signée par les syndicats début octobre, 1200 travailleurs sous contrat n'ont pas été réembauchés et 3500 ouvriers sont donc repartis en grève et ont occupé, pour montrer leur solidarité, l'usine d'assemblage des voitures. Cela a entraîné 8000 ouvriers dans d'autres actions de solidarité dans une douzaine d'autres usines de la région. Cela a aussi conduit à des rassemblements et à la formation d'assemblées générales pour éviter le sabotage par les syndicats.

La redécouverte de l'assemblée générale en tant que forme la plus appropriée pour étendre la lutte et assurer l'échange d'idées le plus large possible représente une formidable avancée pour la lutte de classe. Les assemblées générales de Maruti-Suzuki à Manesar étaient ouvertes à tous et encourageaient chacun à participer à la réflexion sur la direction et les buts de la lutte.,

En plus de cette vague de lutte de classe qui monte lentement, les luttes qui se sont déroulées au Moyen Orient, en Grèce, en Grande-Bretagne, et l'ensemble du “mouvement Occupy” a eu un écho dans la classe ouvrière indienne.

La peur de la contagion de la lutte de classe au sein de la bourgeoisie

Au moment de la confrontation violente à l'usine de motos Honda et face aux grèves répétées à Maruti-Suzuki, on a pu voir clairement s'exprimer une certaine crainte de la part de la bourgeoisie. Chaque fois, les médias ont mis en avant le fait que les grèves pourraient s'étendre et impliquer d'autres compagnies automobiles à Gurgaon et paralyser toute la région. Ce n'était pas de la spéculation.



Alors que les principales grèves ne touchaient que peu d'usines, d'autres ouvriers sont venus aux portes des usines en grève. Il y a eu des manifestations communes d'ouvriers et même une grève dans toute la cité industrielle de Gurgaon. Le gouvernement provincial était lui-même sérieusement inquiet de la propagation de la grève. Le Premier ministre et le ministre du travail du Haryana, à l'instigation du Premier ministre et du ministre du Travail de l'Union, ont réuni les patrons des entreprises et des syndicats pour étouffer la grève.

Comme le reste de la bourgeoisie, les syndicats ont été encore plus inquiets de perdre le contrôle sur les ouvriers si la combativité continuait à croître. Là aussi, ce fut évident dans les grèves à Maruti en 2011, quand les ouvriers ont accompli beaucoup d'actions contraires à ce que voulaient les directions syndicales. Cette peur a poussé les syndicats à vouloir apparaître comme faisant quelque chose. Ils ont appelé à un certain nombre de grèves rituelles, y compris une grève des employés de banque en novembre 2011. La grève actuelle, tout en étant, sans aucun doute, une expression de la montée de la colère et de la combativité au sein de la classe ouvrière, est aussi un des derniers efforts en date des syndicats pour la contenir et la canaliser.

Prendre nos luttes en main

Les travailleurs doivent comprendre que faire une journée de grève rituelle et rester à la maison ne nous mène nulle part. Pas plus que de se rassembler dans un parc pour écouter les discours des patrons syndicaux et des membres des partis parlementaires. Les patrons et leur gouvernement nous attaquent parce que le capitalisme est en crise et qu'ils n'ont pas d'autre choix. Nous devons comprendre que tous les travailleurs sont attaqués. Rester passifs et isolés les uns des autres ne décourage pas les patrons d'intensifier leurs attaques contre les travailleurs. Les ouvriers doivent utiliser ces occasions de se mobiliser pour prendre la rue, se rassembler et discuter avec d'autres travailleurs. Ils doivent prendre leurs luttes en main. Cela ne résoudra pas immédiatement les problèmes des travailleurs mais cela rendra possible le développement authentique de la lutte. Cela nous aidera à développer notre combat contre le système capitaliste et d'œuvrer à sa destruction. Comme le disaient ceux qui ont occupé la faculté de droit en Grèce en février 2012, “Pour nous libérer de la crise actuelle, nous devons détruire l'économie capitaliste !”

D'après deux articles de *Communist Internationalist,* organe du CCI en Inde (mars 2012)

A lire sur notre site Internet

- **Royaume-Uni**
  Réflexions sur les émeutes d'août 2011
- **Royaume-Uni – Lutte des électriciens**
  Les illusions sur les syndicats conduiront à la défaite
- **Belgique**
  La crise, l'austérité et des actions syndicales stériles
- **Espagne**
  Face à l'escalade répressive à Valence
- **A propos du livre *Extrêmement fort et incroyablement près***
  Un plaidoyer littéraire pour l'humanité
- **Espagne – Grève générale du 29 mars**
  Contre les coupes, contre la réforme du travail, contre tout ce qui nous tombe dessus, nous avons besoin d'une véritable lutte !

Quelle est la v
du Conseil national d

Depuis plus d'un an, nous assistons à de nombreuses expressions de révolte. De celles qui sont nées dans les pays arabes en passant par le mouvement des Indignés en Espagne et en Grèce, jusqu'au mouvement des Occupy aux Etats-Unis ou encore en Grande-Bretagne, les populations montrent une volonté claire de ne plus se laisser traiter comme moins que rien. Ces mobilisations massives qui regroupent à la fois l'ensemble des laissés-pour-compte de ce système capitaliste moribond comme ceux qui ont encore la "chance" d'avoir du travail sont une réponse immédiate à l'angoisse progressive qui envahit la société avec une conscience à divers degrés que le monde dans lequel nous vivons n'est plus possible. Les mouvements des "Indignés" ont pris ce nom en référence au livre de Stéphane Hessel, ancien résistant français de la Seconde Guerre mondiale, intitulé *Indignez-vous* et publié en octobre 2010. Ce petit fascicule, largement médiatisé on s'en souvient, a été écrit à la demande de journalistes et de membres d'Attac qui avaient déjà sollicité Hessel lors de la déclaration de mars 2004 d'anciens du Conseil national de la Résistance (CNR) au plateau des Glières [1], revendiquant les prétendues "valeurs" de la France issue de la "Libération" avec le slogan : "Créer, c'est résister. Résister, c'est créer."

Dans le sillage de cet appel à faire revivre les idéaux de la Résistance et à défendre "la paix et la démocratie" contre la dictature internationale des marchés financiers, une kyrielle d'associations étaient apparues, ou ont été réactivées, souvent en créant des blogs ou en étant présents dans certains mouvements de résistance aux injustices sociales (luttes des sans-papiers, des sans-logis, etc.). Ces groupes, se voulant apolitiques et citoyens, où l'on retrouve aussi bien des représentants des partis de gauche et de droite traditionnels [2] que des éléments de la gauche radicale, des altermondialistes ou des syndicalistes, ont été très actifs dans le mouvement des Indignés. Ils prétendent lutter contre les ravages du libéralisme économique en s'inspirant des valeurs du CNR de 1944 et militent pour l'idée selon laquelle le mouvement actuel des Indignés serait l'expression d'un mouvement populaire de résistance qui pourrait s'apparenter à celui de la Résistance française contre l'Allemagne nazie en 1939-1945. **En d'autres termes, le programme du CNR de 1944 aurait été un programme économique au service des exploités et qu'il suffirait de réactualiser, d'y apporter quelques aménagements pour en faire un programme de société au service du bien-être de tous. Le programme du CNR aurait-il une quelconque viabilité ou une utilité pour les luttes actuelles des exploités ? Pourrait-on s'appuyer sur les grandes lignes de l'idéologie qu'il véhicule ?** Pour nous, la réponse est clairement : non.

Nous allons nous efforcer d'étayer cette réponse dans une série d'articles, dont voici la première partie. Avant d'aborder le programme du CNR lui-même, il est nécessaire de rappeler le contexte de la Seconde Guerre mondiale, la division de la classe politique en France entre le Gouvernement de Vichy, de Gaulle et la Résistance. Notre souci est d'ouvrir un débat sur cette période qui est toujours présentée comme un combat entre les forces du mal (régimes fascistes, Allemagne nazie) et les forces du bien (les glorieux mouvements de Résistance, le général de Gaulle et les alliés anglo-saxons "défenseurs de la démocratie"). Pour les jeunes générations qui n'ont pas connu ces événements dramatiques, les livres d'histoire officiels présentent souvent cette période sous l'angle qui arrange la bourgeoisie. Pour notre combat commun contre le capitalisme, il est absolument nécessaire de débattre du passé, de se réapproprier la réalité historique, sans ostracisme, pour éclairer notre présent et savoir ce que nous voulons bâtir pour le futur et comment le faire.

Aux origines du programme du CNR

On oublie souvent, lorsqu'on aborde la tragédie de la Seconde Guerre mondiale, que la cause fondamentale de celle-ci est le produit comme aujourd'hui d'une crise économique profonde qui commence en 1929 et qui plonge le monde entier dans une misère insupportable. Le système économique est en train de mourir parce qu'il produit trop de marchandises qu'il n'arrive pas à écouler, à vendre, pendant que des millions de chômeurs affamés cherchent de ville en ville un emploi introuvable. Ce n'est d'ailleurs pas par hasard si c'est l'Allemagne, grande perdante de la Première Guerre mondiale qui va à nouveau déclencher les hostilités avec le fameux mot d'ordre pan-germanique de Hitler qui était "exporter ou mourir". Alors que la Première Guerre mondiale avait été interrompue pour faire face à la Révolution russe et à sa menace d'extension à l'Europe, les années 1930 sont marquées par sa dégénérescence et par la défaite de toute la formidable vague révolutionnaire des années 1920, notamment en Allemagne. L'instauration du stalinisme, c'est-à-dire du capitalisme d'Etat en Russie au nom du "socialisme", aura dans ce contexte une portée catastrophique pour le mouvement prolétarien mondial [3].

Face à cette nouvelle crise économique et à l'écrasement de l'espoir d'une nouvelle société qu'avait représentée la Révolution russe, le monde va basculer dans l'horreur. La barbarie fasciste et l'hystérie antifasciste vont conduire les prolétaires et la population d'Espagne en 1936, puis des principaux pays du monde, au massacre. Sans compter les dizaines de millions d'êtres humains qui seront exterminés dans les camps de concentration staliniens et hitlériens, les combats du conflit de 1939/1945 feront 55 millions de morts, ce qui constitue de loin le plus grand holocauste de l'humanité. **Qu'on le veuille ou non, c'est bien pour préserver son système décadent que toute la bourgeoise, quel que soit le camp qu'elle a choisi, fasciste ou antifasciste, s'est vautrée dans la guerre et a sacrifié autant de vies humaines.**

C'est en ayant à l'esprit le sordide bilan de cette période que l'on peut examiner la façon dont la France a été impliquée dans cette période tragique, tout en sachant qu'un certain nombre d'éléments sont valables aussi pour d'autres pays, notamment en Europe, qui a été le principal théâtre de cette boucherie.

L'Etat de la bourgeoisie française avant et pendant la guerre mondiale

Pendant quelque temps, l'Etat français avait eu l'illusion que la crise de 1929 ne toucherait que les Etats-Unis et l'Allemagne. Malgré l'instauration d'un fort protectionnisme, pour protéger le marché intérieur, sous la forme de quotas notamment pour les marchandises importés sur le territoire national, la grande dépression va se développer et ses ravages vont être profonds. "Une fois la décélération commencée, avec un effondrement des exportations et des prix agricoles en 1931, il n'y eut plus moyen de l'arrêter" [4]. La crise économique va créer une véritable débandade dans la classe politique et démontrer que la IIIe République n'était plus adaptée à la situation, ce qui va d'ailleurs donner un premier point en commun au gouvernement de Vichy et à la Résistance, à savoir celui d'un rejet viscéral des institutions de la IIIe République et du libéralisme anarchique (et archaïque au vu des nécessités du capitalisme d'Etat) qui rendaient l'appareil productif français incapable de faire face à la concurrence mondiale et de rentrer dans la course aux armements en vue de la guerre qui se dessinait déjà. Les différents gouvernements qui vont se succéder, notamment ceux des partis de gauche du Front populaire de Léon Blum de 1936 et 1938, vont en fait préparer la guerre qui semble inévitable. En contrepartie d'augmentations de salaires et de conventions collectives dans certains secteurs, les ouvriers vont travailler plus de 40 heures dans les usines d'armement. Un certain nombre de nationalisations sont réalisées, notamment celle qui compte le plus dans une économie qui va vers la guerre, l'industrie des armements. Le ministère Daladier (Parti radical) devait être le dernier du temps de paix. Le président du conseil se fixa comme objectif primordial la défense nationale, ce qui permit aux socialistes et communistes de rester à l'écart du gouvernement et de ne pas apparaître ouvertement, auprès des ouvriers et de la population en général, comme des fractions va-t-en guerre. De son côté, Hitler, en Autriche, puis en Tchécoslovaquie, lançait l'Allemagne dans sa course à l'expansion impérialiste à travers cette série de provocations (débouchant notamment sur les accords de Munich de 1938 qui accordaient de fait le droit pour Hitler d'annexer la partie allemande de la Tchécoslovaquie – les fameux Sudètes – et préparaient déjà la guerre, mais une guerre à laquelle les futurs "Alliés" n'étaient pas encore prêts). En septembre 1939, c'est le pacte entre les deux brigands Hitler et Staline, entre l'Allemagne nazie et la Russie "socialiste", dont la première clause est le partage de la Pologne, qui signe en fait l'ouverture généralisée des hostilités militaires. C'est aussi à ce moment là que dans le sillage de l'Angleterre, la France déclare la guerre à l'Allemagne.

La défaite rapide et totale de l'armée française devant les forces allemandes en juin 1940 va créer un véritable séisme dans l'ensemble des partis politiques. C'est au maréchal Pétain, "héros" du carnage de 1914/1918, que revient les pleins pouvoirs en juillet, seule une minorité de députés de la IIIe République s'y oppose et l'armistice avec l'Allemagne est signée dans la foulée. C'est à ce moment là que Pétain proclame aussi son intention d'entreprendre un redressement de la France, dénommé ensuite "Révolution nationale". La question qui se pose alors pour la classe politique, tous partis confondus, est celle de préserver la continuité de l'Etat français, malgré la présence d'une force d'occupation allemande sur une partie du territoire, la zone Nord, et une zone libre au sud du territoire. C'est ici que la classe politique française va se diviser entre ceux qui sont pour l'alliance avec l'Allemagne et ceux qui se regroupent derrière le général De Gaulle et qui sont pour l'alliance avec les alliés anglo-saxons et donc la poursuite de la guerre pour préserver les intérêts de la France.

Pour le régime de Vichy, il n'y a pas de doute, le rapport de forces est favorable à l'Allemagne nazie et donc il faut collaborer avec celle-ci pour préserver les intérêts de l'Etat français et espérer avoir une place de choix dans une Europe qui serait sous la domination allemande.

Donc pour les dirigeants de Vichy, en 1940, ils ont une stratégie à double objectif, défendre la France de la domination du conquérant allemand et reconstruire les institutions. *"En théorie, l'armistice reconnaissait à la France bon nombre des attributs de la souveraineté, y compris l'autorité sur la zone occupée et sur les colonies… Mais, dans les faits, Vichy n'avait d'autorité que ce que lui accordait les Allemands et les réformes n'étaient accordées que dans la mesure où "elles n'allaient pas à l'encontre des objectifs militaires nazis"* [5].

Quant au général De Gaulle, réfugié à Londres, il appelle dans son célèbre discours du 18 juin 1940, à résister à l'envahisseur allemand sous la formule : "La flamme de la Résistance française ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas". Il signe un accord avec Churchill qui le reconnaît comme le chef des Français libres et, avec l'argent que lui avance le gouvernement anglais, il va reconstituer un embryon de marine et d'armée, en s'appuyant sur les militaires et politiciens qui partagent son option impérialiste, notamment dans les divers territoires coloniaux que la France possède dans la défense commune des intérêts du capital national.

Le bras de fer entre les pro et anti-allemands au sein de la bourgeoisie française

En fait, il ne s'agit pas d'un combat entre les forces du bien contre les forces du mal, mais plutôt de divergences au sein de la classe politique française, sur l'option militaire et impérialiste à choisir.

Quelles que soient leurs divergences idéologiques, les hommes de Vichy ou ceux de la Résistance autour du général De Gaulle ont pour préoccupation essentielle que l'Etat français retrouve sa place sur l'échiquier européen et mondial : *"Malgré des différences évidentes, les réformes proposées par Vichy et par la Résistance avaient beaucoup de points communs. Les unes comme les autres visaient à une renaissance nationale, à une réconciliation sociale, à une restauration morale, à une économie planifiée et plus juste, à un Etat plus dynamique"* [6].

Leur peur commune est d'être soit sous le joug allemand, soit sous la coupe des Alliés. Si les relations entre Vichy et l'Etat allemand sont difficiles, du fait des exigences financières de l'occupant (frais pour les troupes d'occupation, production de marchandises pour l'industrie allemande, prélèvement de main d'œuvre qualifiée d'origine française pour travailler dans les usines allemandes) ; il en est de même pour De Gaulle : *"Quant au général De Gaulle, son principal souci sera toujours d'affirmer, fût-ce au prix de vifs conflits, sa totale indépendance à l'égard des Alliés… En septembre 1941, il constitua le Comité national français, embryon d'un Conseil des ministres... qui fut accepté de mauvaise grâce par les Anglais… Les Anglais, par-dessus la tête de leur protégé (De Gaulle), recherchèrent un* modus vivendi *avec Vichy sans aboutir à un accord véritable. Quant aux Américains, systématiquement, ils ne voulaient reconnaître que Pétain"* [7].



C'est un véritable bras de fer en permanence entre De Gaulle et les Alliés pour préserver l'indépendance de la France. Les Américains, tout comme l'Allemagne nazie, se verraient bien occuper la France, si les forces alliées gagnaient la guerre. C'est d'ailleurs le sens du débarquement des troupes américaines en novembre 1942 en Afrique du Nord où, comme le souligne l'historien O. Paxton, *"L'Afrique du Nord devient en quelque sorte 'un Vichy à l'envers' sous occupation américaine"* [8]. C'est pour cela d'ailleurs, que le général De Gaulle n'a jamais osé critiquer la Russie pour avoir signé en 1939, un pacte avec le "diable" hitlérien, car elle pouvait lui servir comme contrepoids aux ambitions américaines vis-à-vis des territoires français. *"Avant le 21 juin 1941 (rupture du pacte Staline-Hitler), il s'est gardé de l'attaquer et de lui reprocher son pacte avec l'Allemagne nazie. Jamais il ne s'en prend à son régime politique. Il affecte d'ailleurs de l'appeler la Russie et de la voir, non pas sous la forme temporaire qu'elle a prise, mais sous l'angle de l'histoire.*

---

1) Ce plateau de Haute-Savoie incarne le combat de la Résistance contre Vichy et les troupes allemandes en cela que ce fut le théâtre du premier combat des "Résistants" d'une certaine ampleur en cette fin de Seconde Guerre mondiale et de défaite nazie annoncée. La déclaration du 8 mars 2004 "fêtait" le 60e anniversaire de ce combat.

2) Sarkozy ne manque pas lui non plus de se dire inspiré par le CNR de 1944. Voir le site de Rue 89, "Sarkozy ou les indignés, qui sont les héritiers de la Résistance ?".

3) Voir à ce sujet notre brochure *la Terreur stalinienne : un crime du capitalisme, pas du communisme*.

4) Voir le chapitre "Les années 30 : expériences et alternatives à l'ordre libéral", tiré du livre de Richard Kuisel *le Capitalisme et l'Etat en France*, NRF, Editions Gallimard.

5) *Idem*, chapitre "La révolution nationale à Vichy, 1940-1944 : survie et rénovation".

6) *Idem*, p. 228, chapitre "la révolution nationale à Vichy".

7) Voir le chapitre "Naissance et extension de la France libre" tiré de l'ouvrage de Henri Michel *Histoire de la résistance en France*, Presses Universitaires de France.

8) Voir le chapitre "La collaboration de 1942 à 1944", page 323, tiré de l'ouvrage d'O. Paxton, *la France de Vichy, 1940-1944*.

éritable nature le la Résistance ? (I)



L'ignoble épisode des "femmes tondues", traînées dans les rues, frappées, violées, car dénoncées pour leurs prétendues accointances, en particulier sexuelles, avec les "boches", le plus souvent d'ailleurs par des pétainistes et autres nazillons qui cherchaient ainsi à sauver leur tête, est un exemple parfait de l'esprit abject de défouloir nationaliste qui a présidé à cette "Libération" tant vantée par tous ces démocrates qui s'en prévalent.

Le premier point, c'est que l'URSS se bat et se bat bien ; le deuxième, c'est qu'elle est utile, en contrepoids des Anglo-saxons et contre l'Allemagne, aujourd'hui et demain" (9). Le général De Gaulle couvre même d'éloges Staline, le bourreau de la Révolution russe, du fait de la vaillance de ses armées et de leurs chefs.

Comme pour toute bourgeoisie nationale, en temps de guerre, comme en tant de paix, ce qui la préoccupe, c'est la défense de ses intérêts et donc la défense du capital national. A aucun moment, les exploités et la population en général n'ont leur mot à dire, sinon celui d'accepter toujours plus de sacrifices. Suivre le général De Gaulle et la Résistance, ou rejoindre le gouvernement de Vichy, impliquait de toute façon, toujours plus de misère, de privation, pour finalement servir de chair à canon.

Contrairement à la mythologie de l'histoire officielle, il n'est pas vrai que le régime de Vichy était composé exclusivement d'hommes de droite et que les partis de gauche vont rejoindre la Résistance et son héroïque général. La réalité est plus complexe.

Si le régime de Vichy est composé d'éléments de droite qui défendent la France agricole, la moralité, l'ordre, les modernisateurs font leur apparition dans les principaux ministères, ceux que l'on appelait les "planistes", ceux qui étaient partisans de réformes structurelles pour adapter et préparer le capital français à la grande Europe sous influence allemande. Des hommes politiques de gauche ou des syndicalistes vont participer ou soutenir le régime de Vichy. Par exemple René Belin, un des responsables de la CGT, devint même sous Vichy ministre de la Production et du Travail. *"Les dissidents de la gauche que l'on trouve à Vichy présentent un double intérêt : ils sont, bien sûr, le reflet des querelles intestines qui ont déchiré la CGT et la SFIO avant la guerre ; mais surtout –et c'est là l'important– ils attestent que, du moins pendant un an ou deux, les collaborateurs du maréchal Pétain arrivent d'horizons très divers. Loin d'être des nouveaux venus ou d'anciens leaders de l'extrême-droite, les hommes de Vichy se recrutent parmi les notables de la IIIe République, où qu'ils se situent sur l'éventail politique"* (10).

Cette diversité politique n'est pas que l'apanage du gouvernement de Vichy, on verra ultérieurement, que dans les forces de la Résistance, se côtoyaient, à la fois des hommes de gauche, dont les staliniens du PCF, des hommes de droite, mais aussi des éléments issus de l'extrême-droite, notamment de l'organisation clandestine de la Cagoule.

Mais le soutien à Vichy ou à de Gaulle n'est pas figé. L'hiver 1942/1943 va être un tournant dans la guerre. Le général allemand Rommel perd la bataille en Afrique du Nord, avec le débarquement des Alliés en novembre 1942 au Maroc et en Algérie, et Staline, qui a rompu son pacte avec Hitler, est maintenant dans le camp des Alliés et infligera une défaite cinglante à l'Allemagne en janvier 1943 lors de la bataille de Stalingrad. Lors du débarquement américain en novembre 1942, en Afrique du Nord, l'amiral Darlan (11), ancien Premier ministre de Pétain, alors commandant en chef des forces armées de Vichy, va passer avec armes et bagages dans le camp des alliés, sous la menace du général américain Marck Clark qui envisage de constituer un gouvernement militaire américain en Algérie. *"C'est ainsi que l'armée et l'administration, ardemment pétainistes, se retrouvent en bloc dans l'autre camp... De cette manière, un grand nombre d'officiers et de fonctionnaires fidèles à Vichy peuvent passer de l'autre côté tout à fait légalement et sans renoncer à la révolution nationale (programme de Pétain). Tel est le cas du général Juin qui, onze mois plus tôt, discutait à Berlin avec Goering de ce que ferait la France si Rommel se repliait en Tunisie et qui va gagner son bâton de maréchal en prenant le commandement des forces françaises (fidèles à De Gaulle) pendant la campagne d'Italie en 1943*" (12).

Il n'y a rien de surprenant à ces changements d'alliances ou de camps, puisqu'au bout du compte, que cela soit Vichy ou de Gaulle, ce qui importait, c'était de préserver les intérêts de la nation française et de l'Etat français.

De l'économie de guerre à l'économie de la reconstruction, les exploiteurs se retrouvent toujours d'accord pour la défense du capital français

L'histoire officielle présente souvent les programmes économiques de Vichy et de De Gaulle et la Résistance comme antagoniques, alors que la réalité est bien différente, on peut même parler de continuité, même si l'un à dû gérer l'économie de guerre et l'autre la reconstruction du capitalisme français.

Un aspect en commun entre Vichy et la Résistance, notamment des staliniens du PCF, étaient leur phobie des trusts et des sociétés anonymes, issus de la IIIe République. Le souci de Vichy était de donner un cadre dirigiste à l'Etat pour moderniser l'économie, ce qui était d'ailleurs aussi le souci de la Résistance, même si certaines composantes dont les socialistes ou les communistes, l'enrobent d'un discours qui parle de révolte sociale et Vichy de révolution nationale.

La grande force de Vichy sera de créer une administration hyper centralisée pour collecter les données de statistiques économiques, essayer de gérer le rationnement des produits alimentaires et de la pénurie de matières premières, tout cela, dans un contexte où l'occupant allemand se sert en premier pour faire tourner ses propres usines d'armement ou celles de la France à son profit.

En 1940, sont créés les CO (Comités d'organisation), organes corporatistes qui comptent des ouvriers et des patrons pour la gestion du commerce et des affaires. Les CO sont des créations dont les textes datent d'avant-guerre (1938) qui eux-mêmes reprennent des mesures de la guerre de 1914-1918, c'est cela la continuité de l'Etat. Cela se met en place à chaque fois dans le cadre de l'économie de guerre.

Les CO remplacent ce que l'on appelait les consortiums avant la guerre. Pour imprimer la marque de l'Etat au fonctionnement économique, se crée l'OCRPI (Office central de répartition des produits industriels) qui va chapeauter les CO. Cet Office est l'outil idéal à ce moment là pour l'Etat français afin de gérer l'économie de guerre et il sera largement utilisé par les Allemands pour utiliser les capacités productives dont ils ont besoin pour la production, entre autres, d'armes de guerre. Il faut se rendre compte, qu'en fait Vichy va gérer la pénurie. *"A la fin de 1940, le rationnement de la consommation touchait non seulement des produits industriels… mais aussi une longue liste de produits alimentaires. Les six mois qui suivirent l'armistice virent s'instaurer plus de rationnement et pire qu'il n'y en avait jamais eu pendant la Première Guerre mondiale. Ce devint pour la plupart des Français une corvée quotidienne que de courir après la nourriture et de tenter de se chauffer. A la suite de la fixation des prix par l'Etat apparaît le marché noir"* (13). Un journaliste a pu écrire que la vraie voix de la France pendant la guerre était le grondement de son estomac.

Entre 1938 et 1943, les prix officiels des denrées alimentaires de base doublèrent tandis que les salaires des travailleurs augmentaient tout juste de 30 %.

Cette gestion de la pénurie est non seulement due à l'économie de guerre mais surtout à la politique de l'occupant et des alliés*, "les CO (comités d'organisation de Vichy) ne pouvaient être tenus pour responsables de la dégradation générale de l'économie pendant la guerre. Il est plus exact d'attribuer, par exemple, les souffrances dues à un rationnement parcimonieux, à des causes telles que la politique des autorités d'occupation ou le blocus allié"* (14).

Dans ce contexte très défavorable, le gouvernement de Vichy, sur le plan de la défense des intérêts du capitalisme français, a fait un travail remarquable.

De toutes les tentatives faites dans les temps modernes pour contrôler et organiser au mieux dans un contexte d'économie de guerre, l'industrie française, ce fût l'organisation des CO et de l'OCRPI qui eut la plus grande portée. Ce n'est pas un hasard si de Gaulle et la Résistance, qui allaient prendre le pouvoir à la Libération pour reconstruire l'appareil productif, vont utiliser ce que Vichy avait mis en place ou prévu de mettre en place.

"Sous un nouveau nom mais avec le même personnel, l'organisme statistique de Vichy devait se trouver comme le ministère de la production incorporé dans l'administration d'après-guerre" (15).

"Ainsi à l'époque même où Vichy amenait le peuple français a se dresser contre les contrôles, la Résistance entreprenait une campagne en faveur d'une forme socialiste de dirigisme et de fait la Résistance devait s'apercevoir qu'une bonne partie de l'appareil de l'Etat français pouvait s'adapter a ses propres desseins" (16).

C'est bien cette continuité de l'Etat qui, au delà des divergences idéologiques, va voir Vichy préparer finalement le terrain à l'équipe suivante qui prendra en charge la reconstruction, à savoir de Gaulle et la Résistance.

Pour mettre en œuvre une économie planifiée à la fin de la guerre, Vichy va confier à la DGEN (Délégation générale à l'équipement national) la mission de rédiger des plans d'équipement, c'est-à-dire une planification de la rénovation de l'appareil productif et bancaire, etc.

"Décidés à mettre en œuvre, après la fin des hostilités, une économie planifiée, les administrateurs du temps de guerre établirent deux plans d'équipement : le plan d'équipement national, ou plan de dix ans, publié en 1942 ; puis une version de ce même document, adaptée aux besoins de l'immédiat après-guerre et intitulé "Tranche de démarrage" (17)*, qui fût achevée en 1944. Bien que ces projets n'aient jamais été mis directement à exécution, le gouvernement provisoire d'après-guerre (De Gaulle et la Résistance) les utilisa pour élaborer ses propres programmes de rétablissement économique. D'un point de vue historique, ils représentent aussi les premiers vrais plans économiques français."*

Donc, Vichy a œuvré efficacement pour l'après-guerre et une grande partie du plan économique établi par De Gaulle et la Résistance (c'est-à-dire le PCF, les chrétiens, les socialistes) a été mis en œuvre grâce au travail effectué par Vichy.

Ce nouveau plan de démarrage fût rédigé au cours de l'été 1944, alors que la Libération a déjà commencé. Malgré son hostilité au régime de Vichy, le gouvernement du général De Gaulle qui prenait le pouvoir fit une exception pour la planification (élément essentiel de la politique économique pour créer les infrastructures, planifier les importations, assurer la reprise des activités économiques essentielles). De Gaulle *"ordonna d'imprimer et de distribuer le projet de la DGEN, à un moment où Pétain et ses ministres avaient déjà fui hors de France"* (18).

"Le plan de deux ans (des experts de Vichy) était conçu de façon à pouvoir être appliqué par le gouvernement quel qu'il dût être, qui dirigerait la reconstruction. Ce que nous savons, c'est que les nouveaux planificateurs de 1945-1946 l'utilisèrent pour élaborer les programmes d'après-guerre et que les commandes placées dès 1944 auprès de l'industrie permirent d'accélérer la reprise de l'économie. Des convergences frappantes apparaissent entre ce qu'envisageaient les planistes de Vichy et ce que les experts de Monnet mirent en forme et réalisèrent à partir de 1946. Les deux équipes se trouvèrent d'accord sur les grands obstacles qui pouvaient s'opposer à la renaissance, et sur les solutions à proposer. Toutes deux reconnaissaient le vieillissement de l'appareil productif français et condamnaient d'une même voix l'économie politique de l'avant-guerre, avec son aversion sous-jacente pour l'intervention étatique, qui justement laissait l'Etat agir au hasard, avec ses préoccupations de stabilité financière, avec son penchant pour le protectionnisme. Comme celle de Monnet, celle de Vichy trouvait dans une planification indicative le moyen de mener le navire entre les écueils opposés du libéralisme (au sens des trusts différent du libéralisme dont on parle ces dernières années) d'avant-guerre et du dirigisme de guerre" (19).

C'est cela que l'on appelle la continuité de l'Etat, au delà des gouvernements, l'appareil d'Etat assure sa propre continuité, et bien entendu sur le dos des exploités et de la population.

Il y a bien sûr des différences, notamment Vichy misait sur l'autosuffisance nationale alors que les gouvernements de la Libération attendaient beaucoup de l'aide américaine.

"Quand, au cours de l'été 1944, De Gaulle et la Résistance vinrent remplacer les pétainistes, la continuité fut durement rompue dans l'ordre politique, elle le fut beaucoup moins au niveau de l'administration économique" (20).

L'attitude de la Résistance répondit dans une large mesure aux espoirs de Vichy : *"Au niveau institutionnel, l'organisme de planification, l'office statistique, le ministère de la Production se trouvèrent intégrés dans l'administration d'après guerre. Les CO, l'OCRPI, les comités sociaux survécurent également… les personnels de l'administration économique ne subirent pas de purge violente… Cette fois, le besoin de changement suscité par la guerre et les programmes de Vichy allaient se mêler au puissant élan de la Résistance pour amener la France à une économie politique nouvelle"* (21).

Là encore, comme sous Vichy, la réalité de la situation des exploités ne va pas changer à la Libération sous le règne de De Gaulle et de la Résistance, il fallait bien accepter de nouveaux sacrifices pour la "grandeur de la France" : *"La reconstruction planifiée exigeait envers autre chose que la semaine de travail des ouvriers dépasse les 40 heures et que chacun se résignât à un bas niveau de consommation, tel était le coût de la rénovation"* (22).

Dans la seconde partie de cet article, nous aborderons plus précisément ce qui a provoqué la constitution du Conseil national de la Résistance et quel a été son programme de fond ainsi que l'idéologie réelle qui le sous-tendait et avec quelles options politiques.

K (15 mars)

---

9) Voir le chapitre "Le nationalisme" dans le livre de Henri Michel, *les Courants de pensée de la Résistance*, Presses universitaires de France.

10) O.Paxton, *op. cit.*, chapitre "Les hommes de Vichy", p. 320. Pour le lecteur qui voudrait une étude plus approfondie sur ce sujet, on recommande de lire l'ouvrage de Rémy Handourtzel et Cyril Buffet *la Collaboration…à gauche aussi*, collection Vérités et légendes, librairie académique Perrin.

11) L'amiral Darlan est assassiné le 24/12/1942, peu de temps après sa conversion du pétainisme au camp des alliés. Les historiens ne sont pas unanimes sur la question, mais il semble que les Américains n'avaient pas envie à la fin de la guerre qu'il raconte les liens secrets qui ont existé durant toute la guerre entre des émissaires de Pétain et des militaires américains, ce qui ne serait pas surprenant, vu les animosités qui opposaient de Gaulle et la Résistance aux Américains.

12) O.Paxton, *op. cit.*, chapitre "La collaboration de 1942 à 1944", p. 322-324.

13) R. Kuisel, *op. cit.,* p. 241.

14) *Idem.*, p. 252.

15) *Idem.*, p. 236.

16) *Idem.*, p. 253.

17) *Idem.*, p. 256-257.

18) *Idem.*, p. 266.

19) *Idem.*, p. 269.

20) *Ibidem.*

21) *Idem.*, p. 270.

22) *Idem.*, p.324.

2011 : de l'indignation à l'espoir

Nous publions ci-dessous le tract international que le CCI diffuse partout où il est présent et qui dresse le bilan des mouvements des Indignés et des "Occupy" qui ont eu lieu en 2011.

Les deux événements les plus marquants de 2011 ont été la crise globale du capitalisme [1] et les mouvements sociaux en Tunisie, en Egypte, en Espagne, en Grèce, en Israël, au Chili, aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne...

L'indignation a pris une dimension internationale

Les conséquences de la crise capitaliste sont extrêmement dures pour l'immense majorité de la population mondiale : détérioration des conditions de vie, chômage qui se prolonge pendant des années, précarité qui rend impossible la plus petite exigence de stabilité vitale, des situations extrêmes de pauvreté et de faim...

Des millions de personnes se rendent compte avec anxiété du fait que toute possibilité "d'une vie stable et normale", "d'un futur pour leurs enfants" devient inatteignable. Ceci a provoqué une indignation profonde, a amené à briser la passivité, à prendre les rues et les places, à se poser des questions sur les causes d'une crise qui dans sa phase actuelle dure déjà depuis plus de cinq ans.

L'indignation est encore montée d'un cran à cause de l'arrogance, la rapacité et l'indifférence vis-à-vis des souffrances de la majorité de la population, avec lesquelles se comportent les banquiers, les politiciens et les autres représentants de la classe capitaliste. Mais aussi à cause de l'incompétence des gouvernements face aux graves problèmes de la société : les mesures qu'ils prennent ne font qu'augmenter la misère et le chômage sans y apporter la moindre solution.

Le mouvement d'indignation s'est étendu internationalement. Il a surgi en Espagne où le gouvernement socialiste avait mis en place un des premiers plans d'austérité et un des plus durs ; en Grèce, devenue le symbole de la crise économique mondiale à travers l'endettement ; aux Etats-Unis, temple du capitalisme mondial ; en Egypte et en Israël pays pourtant situés de chaque coté du front du pire conflit impérialiste et le plus enkysté, celui du Moyen Orient.

La conscience du fait qu'il s'agit d'un mouvement global commence à se développer, malgré le boulet destructeur du nationalisme (présence de drapeaux nationaux lors des manifestations en Grèce, en Egypte ou aux Etats-Unis). En Espagne, la solidarité avec les travailleurs de Grèce s'est exprimée aux cris de "Athènes tiens bon, Madrid se lève !". Les grévistes d'Oakland (Etats-Unis, novembre 2011) proclamaient leur "solidarité avec les mouvements d'occupation au niveau mondial". En Egypte a été approuvée une Déclaration du Caire en soutien au mouvement aux Etats-Unis. En Israël, les Indignés ont crié "Netanyahou, Moubarak, El Assad, c'est la même chose" et ont pris contact avec des travailleurs palestiniens.

Aujourd'hui, le point culminant de ces mouvements est derrière nous, même si l'on voit apparaître de nouvelles luttes (Espagne, Grèce, Mexico). Alors, beaucoup de gens se posent la question : à quoi a servi toute cette vague d'indignation ? Avons-nous gagné quelque chose ?

1) En rapport avec la crise globale du système, le très grave incident dans la centrale nucléaire de Fukushima au Japon nous montre les grands dangers que l'humanité encourt.

"Prends la place !", slogan commun aux différents mouvements

Il y a plus de trente ans qu'on n'avait pas vu des foules occupant les rues et les places pour essayer de lutter pour leurs intérêts propres au-delà des illusions et des confusions qui peuvent exister.

Ces personnes-là, les travailleurs, les exploités, tous ceux qu'on dépeint comme des ratés indolents, des gens incapables d'initiative ou de faire quelque chose en commun, sont arrivés à s'unir, à partager, à créer et à briser la passivité étouffante qui nous condamne à la sinistre normalité quotidienne de ce système.

Cela a fait un bien fou pour regonfler le moral, le début d'un développement de la confiance en notre propre capacité, de la redécouverte de la force fournie par l'action collective de masse. La scène sociale est en train de changer. Le monopole sur les affaires publiques exercées par les politiciens, les experts, les "grands de ce monde" commence à être mis en question par les foules anonymes qui veulent se faire entendre [2].

Il s'agit certes d'un point de départ fragile. Les illusions, les confusions, les inévitables va-et-vient des états d'âme, la répression, les voies de garage dangereuses vers lesquelles poussent les forces d'encadrement que possède l'État capitaliste (les partis de gauche et les syndicats) imposeront des pas en arrière, d'amères défaites. C'est un chemin long et difficile, semé d'obstacles et sur lequel on n'a aucune garantie de succès, mais le fait même de se mettre en marche est déjà une victoire.

Les assemblées générales sont le cœur du mouvement

Les foules ne se sont pas bornées à crier, passivement, leur malaise, mais ont pris l'initiative de s'organiser en assemblées. Les assemblées massives sont la concrétisation du slogan de la Première Internationale (1864) *"L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ou elle ne sera pas"*. Elles s'inscrivent dans la continuité de la tradition du mouvement ouvrier qui démarre avec la Commune de Paris et prend son expression la plus élevé en Russie en 1905 et en 1917, se poursuivant en 1918 en Allemagne, 1919 et 1956 en Hongrie, 1980 en Pologne.

Les assemblées générales et les conseils ouvriers sont les formes distinctives de l'organisation de la lutte du prolétariat et le noyau d'une nouvelle organisation de la société.

Des assemblées pour s'unir massivement et commencer à briser les chaînes qui nous accrochent à l'esclavage salarié : l'atomisation, le chacun pour soi, l'enfermement dans le ghetto du secteur ou de la catégorie sociale.

Des assemblées pour réfléchir, discuter et décider, devenir collectivement responsables de qui est décidé, en participant tous, autant dans la décision que dans l'exécution de ce qui a été décidé.

Des assemblées pour construire la confiance mutuelle, l'empathie, la solidarité, qui ne sont pas seulement indispensables pour mener en avant la lutte mais qui seront aussi les piliers d'une société future sans classes ni exploitation.

2) Il est assez significatif que Times Magazine ait désigné "Homme de l'année" le "Protester" (l'indigné). Voir http ://www.time.com/time/specials/packages/article/0,28804,2101745_2102132_2102373,00.html

2011 a connu une explosion de la véritable solidarité qui n'a rien à voir avec la "solidarité" hypocrite et intéressée qu'on nous prêche : il y a eu des manifestations à Madrid pour exiger la libération des détenus ou empêcher que la police arrête des émigrants ; des actions massives contre les expulsions de domicile en Espagne, en Grèce ou aux Etats-Unis ; à Oakland "*l'assemblée des grévistes a décidé l'envoi de piquets de grève ou l'occupation de n'importe quelle entreprise ou école qui sanctionne des employés ou des élèves d'une quelconque manière parce qu'ils auraient participé à la grève générale du 2 novembre"*. On a pu vivre des moments, certes encore très épisodiques, où n'importe qui pouvait se sentir protégé et défendu par ses semblables, ce qui est en fort contraste avec ce qui est "normal" dans cette société, autrement dit le sentiment angoissant d'être sans défense et vulnérable.

La culture du débat éclaire le futur

La conscience nécessaire pour que des millions de travailleurs transforment le monde ne s'acquiert pas dans des cours magistraux ou en suivant des consignes géniales des chefs illuminés, mais le fruit d'une expérience de lutte accompagnée et guidée par un débat qui analyse ce qui est en train de se vivre en tenant compte du passé et en le projetant toujours vers l'avenir car, comme le disait une pancarte en Espagne, "pas de futur sans révolution !".

La culture du débat, autrement dit, la discussion ouverte qui part du respect mutuel et de l'écoute attentive, a commencé à germer pas seulement dans les assemblées mais autour d'elles : des bibliothèques ambulantes ont été montées, des rencontres, des discussions, des échanges se sont organisés... Une vaste activité intellectuelle avec des moyens précaires s'est improvisée dans les rues et sur les places. Et, à l'instar des assemblées, cela a renoué avec l'expérience passée du mouvement ouvrier : "*La soif d'instruction, non assouvie pendant si longtemps, est devenue avec la révolution un véritable délire. Rien que de l'Institut Smolny sont sorties chaque jour, durant les six premiers mois, des tonnes de littérature qui, en charrettes ou en trains, se sont déversées sur le pays. La Russie absorbait, insatiable, comme le sable chaud absorbe l'eau. Et non pas des romans grotesques, de l'histoire falsifiée, de la religion diluée, toute cette littérature bon marché qui pervertit, mais des théories économiques et sociales, de la philosophie, les œuvres de Tolstoï, de Gogol, de Gorki"* [3]. Face à la culture de cette société qui propose de lutter pour des "modèles à succès", ce qui est à l'origine de millions d'échecs, contre les stéréotypes aliénants et falsificateurs que l'idéologie dominante et ses médias martèlent jour après jour, des milliers de personnes ont commencé à rechercher une culture populaire authentique, construite par elles-mêmes, en essayant de forger ses propres valeurs, de manière critique et indépendante. Dans ces rassemblements, on a parlé de la crise et de ses causes, du rôle des banques, etc. On y a parlé de révolution, même si dans cette marmite on a versé beaucoup de liquides différents, parfois disparates ; on y a parlé de démocratie et de dictature, le tout synthétisé dans le slogan de ce distique : "ils l'appellent démocratie mais ce n'est pas le cas !", "C'est une dictature mais ça ne se voit pas !" [4].

3) John Reed, *Dix jours qui ébranlèrent le monde*.



On a fait les premiers pas pour que surgisse une véritable politique de la majorité, éloignée du monde des intrigues, des mensonges et des manœuvres troubles qui est la caractéristique de la politique dominante. Une politique qui aborde tous les sujets qui nous touchent, pas seulement l'économie ou la politique, mais aussi l'environnement, l'éthique, la culture, l'éducation ou la santé.

Le prolétariat a entre ses mains les clés de l'avenir

Si tout ce qui précède fait de 2011 l'année du début de l'espoir, nous devons néanmoins avoir un regard lucide et critique sur les mouvements qu'on a vécus, ses limites et ses faiblesses qui sont encore bien nombreux.

Si une quantité croissante de gens dans le monde entier sont convaincus du fait que le capitalisme est un système obsolète, que "pour que l'humanité puisse vivre, le capitalisme doit mourir", on tend à réduire le capitalisme à une poignée de "méchants" (des financiers sans scrupules, des dictateurs sans pitié) alors que c'est un réseau complexe de rapports sociaux qui doit être attaqué dans sa totalité et non pas se disperser en poursuivant ses expressions multiples et variées (les finances, la spéculation, la corruption des pouvoirs politico-économiques).

Si le rejet d'une violence dont le capitalisme dégouline par tous ses pores (répression, terreur et terrorisme, barbarie morale) est plus que justifié, il n'en demeure pas moins que ce système ne pourra pas être aboli par la simple pression pacifique et citoyenne. La classe minoritaire n'abandonne pas volontairement le pouvoir, elle se protège derrière un Etat qui, dans sa version démocratique, est légitimé par des élections tous les 4 ou 5 ans, avec des partis qui promettent ce qu'ils ne feront jamais et font ce qu'ils n'avaient jamais dit, et avec des syndicats qui mobilisent pour démobiliser et finissent par signer tout ce que la classe dominante leur met sur la table. Seule une lutte massive, tenace et persévérante, pourra fournir aux exploités la force nécessaire pour détruire les moyens d'écrasement dont dispose l'État et faire devenir réel le mot d'ordre si souvent repris en Espagne : "Tout le pouvoir aux Assemblées".

Même si le slogan "nous sommes 99 % face à 1 %", si populaire dans les mouvements d'occupation aux Etats-Unis, révèle un début de compréhension du fait que la société est cruellement divisée en classes, la majorité de participants dans ces mouvements se voyaient eux-mêmes comme des "citoyens de base" qui veulent être reconnus dans une société de "citoyens libres et égaux".

Et pourtant la société est divisée en classes, une classe capitaliste qui possède tout et ne produit rien et une classe exploitée – le prolétariat – qui produit tout et possède de moins en moins. Le moteur de l'évolution sociale n'est pas le jeu démocratique de "la décision d'une majorité de citoyens" (ce jeu est plutôt le masque qui couvre et légitime la dictature de la classe dominante) mais la lutte de classe.

Le mouvement social a besoin de s'articuler autour de la lutte de la principale classe exploitée -le prolétariat- qui produit collectivement l'essentiel des richesses et assure le fonctionnement de la vie sociale : les usines, les hôpitaux, les écoles, les universités, les ports, les travaux, la poste... Dans certains mouvements en 2011, la force de cette classe exploitée a commencé à apparaître : à partir du moment où la vague de grèves a éclaté en Egypte, le pouvoir a été obligé de se débarrasser de Moubarak. A Oakland (Californie), les "occupiers" [5] ont appelé à une grève générale, ils sont allés au port et ont réussi à avoir le soutien actif des travailleurs du port et des routiers. À Londres, les électriciens en grève et les occupants de Saint-Paul ont convergé vers des actions communes. En Espagne, les assemblées sur les places et certains secteurs en lutte ont tendu à s'unifier.

Il n'existe pas d'opposition entre la lutte du prolétariat moderne et les besoins profonds des couches sociales spoliées par l'oppression capitaliste. La lutte du prolétariat n'est pas un mouvement particulier ou égoïste mais la base du *"mouvement indépendant de l'immense majorité au bénéfice de la immense majorité"* (*le Manifeste communiste*).

Reprenant de façon critique les expériences de deux siècles de lutte prolétarienne, les mouvements actuels pourront tirer profit des tentatives du passé de lutte et de libération sociale. Le chemin est long et hérissé d'obstacles, ce dont rendait bien compte un slogan répété maintes fois l'an dernier en Espagne "l'essentiel n'est pas qu'on aille vite ou pas, c'est qu'on aille loin". En menant un débat le plus large possible, sans aucune restriction et sans ambiguïté pour ainsi préparer consciemment les futurs mouvements, nous pourrons agir pour que devienne réalité cet espoir : **une autre société est possible !**

CCI (12 mars)

4) En espagnol : "lo llaman democracia y no lo es" et "es una dictadura y no se ve".

5) Participants du mouvement des Occupy, signifiant "les occupants".

N'hésitez pas à venir débattre sur notre forum :
fr.internationalism.org

LE CCI SUR INTERNET

internationalism.org
E-mail : france@internationalism.org

ABONNEMENTS

Abonnement découverte
Révolution internationale, 3 numéros : 5 €
pack *Révolution internationale* (3 numéros)
+ *Revue internationale* (1 numéro) : 8 €

Abonnement simple
Révolution internationale

1 an (11 numéros)	6 mois (6 n^os^)
France : 18,5 €	9 €
Etranger : 20,5 €	10 €
Par avion DOM/TOM : 21,5 €	11 €

Abonnement simple
Revue internationale

1 an (4 numéros)	6 mois (2 n^os^)
France : 18,5 €	9 €
Etranger : 17 €	8,5 €
Par avion DOM/TOM : 18,5 €	9 €

Abonnement couplé : journal + revue

1 an	6 mois
France : 35 €	16 €
Etranger : 38 €	17 €
Par avion DOM/TOM : 38 €	17 €

Abonnement diffuseur
Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre presse autour d'eux, nous proposons les modalités suivantes :

Révolution internationale
abonnement à 3 : 45 €
à 5 : 73 €

Revue internationale
abonnement à 2 : 31 €
à 3 : 45 €

Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

Versement par chèque bancaire ou postal
à l'ordre de RI – CCP 523544Y – Rouen, à adresser à la boîte postale de RI.

APPEL AUX LECTEURS

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos publications, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les comptes rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion.

Au-delà des discussions que nous pouvons avoir lors de nos réunions publiques et permanences, nous appelons donc vivement nos lecteurs à nous écrire, soit par courrier classique, soit par e-mail ou encore, en utilisant la nouvelle fonctionnalité de notre site internet qui permet de placer vos commentaires à la suite des articles que nous y publions.

CHANGEMENTS D'ADRESSE POSTALE

Du fait des conditions politiques actuelles au Venezuela, la BP a été fermée. Nous demandons aux lecteurs d'envoyer leur courrier à la BP du CCI en Espagne ou par e-mail à *venezuela@internationalism.org*.

APPEL A SOUSCRIPTION

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous avons ouvert une souscription permanente pour le soutien de notre journal et de notre intervention.

Contrairement aux organisations bourgeoises qui bénéficient de subventions de la classe dominante et de son État pour assurer la défense des intérêts du capital, l'organisation révolutionnaire ne vit que grâce aux cotisations de ses militants. Lecteurs, votre souscription est un acte politique conscient de solidarité et de soutien à la défense des idées révolutionnaires. Elle participe pleinement de la défense des intérêts de la classe dont dépend l'avenir de l'humanité.

Souscrire à la presse du CCI, ce n'est pas lui faire l'aumône. C'est s'engager à ses côtés dans le combat contre les mensonges et mystifications de la bourgeoisie, contre ses moyens de propagande et d'intoxication idéologiques.

Vos contributions sont donc les bienvenues au compte de RI (C.C.P. 523544Y – Rouen) ou peuvent être versées lors de nos interventions.

SOUSCRIPTIONS

Lyon : Axel, 25 € ; Germinal, 5 € ; Jacques, 40 € ; Nadja : 40 € ; Thierry : 20 € ; Dom : 20 €
Nantes : G.M., 20 € ; Romain et Leïla, 40 €
Total : 210 €

LISEZ



Revue Internationale 148

La crise économique n'est pas une histoire sans fin
Elle annonce la fin d'un système et la lutte pour un autre monde

Débat dans le milieu révolutionnaire
L'État dans la période de transition du capitalisme au communisme (I)

Critique du livre Dynamiques, contradictions et crises du capitalisme
Le capitalisme est-il un mode de production décadent et pourquoi ? (I)

Contribution à une histoire du mouvement ouvrier en Afrique (IV)

Décadence du capitalisme
40 années de crise ouverte montrent que le capitalisme en déclin est incurable

La** Revue internationale **est également distribuée par les NMPP, trouvez les points de vente sur www.trouvezlapresse.com.

RÉUNIONS PUBLIQUES

Y a-t-il une bonne raison d'aller voter ?

"Sarko dégage !", tel est le cri du cœur d'une partie croissante de la population. Les autres candidats ne soulèvent pas l'enthousiasme mais nombreux sont ceux qui s'apprêtent tout de même à voter pour expulser Nicolas Sarkozy de L'Elysée. Il s'agit là d'un rejet de la clique au pouvoir, de ses connivences entre amis, de ses petites magouilles et de son fric ostentatoire. Mais plus profondément, c'est aussi une réaction à la montée du totalitarisme, de la xénophobie, du chauvinisme… Voter serait un acte démocratique nécessaire pour barrer la route à toutes ces idéologies nauséabondes.

Mais pour réellement endiguer la pourriture produite par ce capitalisme en crise, notre arme, à nous les exploités, est-elle vraiment le bulletin de vote ? Ne serait-ce pas plutôt la lutte massive ? Devons-nous défendre la démocratie, individuellement en tant que citoyen dans les isoloirs, ou combattre le capitalisme, ensemble en tant qu'exploités dans la rue ?

TOURS
le **samedi 14 avril** à 16 h
9, place de la Tranchée

LILLE
le **jeudi 19 avril** à 18 h 30
MRES, 23, rue Gosselet

PERMANENCES – VENTE DE LA PRESSE

Lille

Vente de la presse
le **mercredi 11 avril**, de 11 h 30 à 12 h 30
Université Lille 1, métro Cité-Scientifique
le **dimanche 15 avril**, de 11 h à 12 h
Marché de Wazemmes,
à l'angle des rues J.-Guesde et des Sarrazins

Lyon

Vente de la presse
le **jeudi 12 avril**, de 17 à 18 h
Métro Part-Dieu

Permanence
le **samedi 14 avril**, à 17 h
CCO, 39 rue G.-Courteline à Villeurbanne
(bus : 27, 37,38, arrêt Antonins)

Marseille

Vente de la presse
le **samedi 21 avril**
de 11 h 30 à 12 h 30
Marché de La Plaine,
place Jean-Jaurès
(face aux rues Ray et St-Michel)

Permanence
le **samedi 21 avril**, à 17 h
Association Milles Bâbords,
61, rue Consolât (Métro Réformés)

PUBLICATIONS DU CCI

Révolution internationale
Mail Boxes 153
108, rue Damremont
75018 Paris

Acción proletaria
Apartado de Correos 258
Valencia 46080 – ESPAGNE

Internationalisme
BP 94, 2600 Berchem
BELGIQUE

Internationalism
PO Box 90475
Brooklyn, NY 11209 – USA

Internacionalismo
Changement
d'adresse postale :
voir ci-contre.

Internationell Revolution
IR, Box 21106,
10031 Stockholm – SUEDE

Rivoluzione internazionale
CP 469, 80100 Napoli
ITALIE

Wereld Revolutie
P.O. Box 339
2800 AH Gouda – PAYS BAS

World Revolution
BM Box 869,
London WCI N 3XX
GRANDE-BRETAGNE

World Revolution
AUSTRALIE
Ecrire à l'adresse postale
en Grande-Bretagne

Weltrevolution
Postfach 410308 50863 Köln
ALLEMAGNE

Weltrevolution
Postfach 2216
CH-8026 Zürich
SUISSE

Revolución mundial
Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico
MEXIQUE.

Communist Internationalist
(publication en langue hindi)
POB 25, NIT,
Faridabad 121 00
HARYANA INDIA

BROCHURES DU CCI (tous nos prix sont en euros)

Plate-forme et Manifeste du C.C.I.
(2,5 + frais d'envoi : France 2,11 / Etranger 4)

La décadence du capitalisme
(2,5 + 2,11 / 4)

Les syndicats contre la classe ouvrière
(2,5 + 2,11 / 4)

Nation ou classe
(3 + 2,11 / 4)

Le trotskisme contre la classe ouvrière
(4,5 + 2,11 / 4)

Organisation communiste et conscience de classe
(4 + 2,11 / 4)

Guerre du Golfe
(2,5 + 2,11 / 4)

L'État dans la période de transition
(3 + 2,11 / 4)

La Gauche communiste d'Italie
(8 + 3,77 / 6)

La Gauche hollandaise
(12 + 3,77 / 6)

La Gauche communiste de France
(4 + 2,11 / 4)

L'effondrement du stalinisme
(3 + 2,11 / 4)

La Révolution russe
(2,5 + 2,11 / 4)

Bilan de la lutte des infirmières – Octobre 1988
(2 + 2,11 / 4)

Luttes dans la fonction publique de décembre 95
Une victoire pour les syndicats,
une défaite pour la classe ouvrière
(2 + 2,11 / 4)

Fascisme et démocratie, deux expressions de la dictature du capital
(4,5 + 2,11 / 4)

Comment le PCF est passé au service du capital
(3 + 2,11 / 4)

La terreur stalinienne : un crime du capitalisme, pas du communisme
(3 + 2,11 / 4)

Octobre 17
(3 + 2,11 / 4)

Le communisme n'est pas un bel idéal...
... mais une nécessité matérielle
... il est à l'ordre du jour de l'histoire
(3 + 2,11 / 4)

Les élections : un piège pour la classe ouvrière
(2 + 2,11 / 4)

DISTRIBUÉ PAR LES N.M.P.P. • Imprimé sur les presses de l'Imprimerie 34, Toulouse • Directeur de la publication : D. Van Celst • Nº de Commission paritaire : 54267

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

RÉVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

Commémoration de la fin de la guerre d'Algérie (1954-1962)

La “liberté des peuples” est un mythe

En mars dernier, à l'occasion de la commémoration du cinquantenaire des accords d'Evian qui scellaient la fin de la guerre d'Algérie, une série de documentaires et de débats se sont succédés dans les médias, faisant découvrir à ceux d'entre nous qui ne l'ont pas connue, l'ampleur des atrocités et des horreurs commises de part et d'autre pendant les huit ans de guerre (1954-1962). C'est-à-dire près de 400 000 morts et un million de réfugiés. Pour la circonstance, cette commémoration a été accompagnée de cérémonies et de discours officiels en France comme en Algérie, au cours desquels l'Etat français en particulier s'est livré à une sorte de *mea culpa* pour sa responsabilité dans les massacres. Surprenant ? Pas vraiment… Cela ne lui coûte pas grand-chose de reconnaître ses crimes 50 ans après les faits. Et cela a permis à la bourgeoisie française de profiter de l'occasion pour essayer de nous faire croire que, depuis l'indépendance, le peuple algérien est “libre”.

Derrière la décolonisation, la guerre impérialiste

A en croire la propagande, malgré ses torts, l'Etat français a été finalement capable de libérer l'Algérie du joug du colonialisme. Et l'Etat algérien, qui s'est construit par la suite, serait le produit d'une réelle volonté du “peuple” de vivre “libre et autonome”. Quelle hypocrisie ! Ce qui s'est passé en Algérie entre la fin de la Seconde Guerre mondiale et la proclamation d'indépendance de 1962 est le prototype même de l'énorme mystification des “libérations nationales”. Les prémices de cette guerre, qui jusqu'en 1999 restera officiellement en France “les événements d'Algérie”, reviennent **aux massacres de Sétif et Guelma, le 8 mai 1945**. Alors que l'Europe fête la victoire des Alliés contre l'Allemagne nazie, l'armée française réprime la naissance d'un fort mouvement nationaliste algérien né de l'obstination de l'Etat français, et de ceux qu'on appelait les “pieds-noirs” c'est-à-dire les colons, de reconnaître une égalité de droits pour la population algérienne, enfermée dans le statut d'un “indigénat” pourtant officiellement abrogé. Cela alors même que près de 70 000 Algériens avaient combattu dans l'armée française. La répression, menée à coups de bombes par la marine et l'aviation (sous les ordres du socialiste René Coty), fera au moins 30 000 morts. Il existait certes dès avant la guerre, un mouvement de militants algériens regroupés dans le Mouvement national algérien (MNA) de Messali Hadj prêts à en découdre avec l'armée française pour secouer l'hégémonie colonialiste. Mais la plupart d'entre eux seront massacrés à Melouza en 1957 pour laisser le champ libre au Front de libération nationale (FLN), peu ou prou instrumentalisé par le bloc de l'Est via la Hongrie, la Tchécoslovaquie ou encore la Yougoslavie. Ces derniers pays fourniront des armes à profusion pour l'Armée de libération nationale du FLN. Les règlements de compte furent ainsi la règle au sein des forces de “libération” algérienne, dans lesquels les assassinats se comptaient déjà à l'époque par dizaines de milliers.

Du côté français, la soupe ne fut pas moins amère. La lutte à mort entre les pro et les anti-colonialistes signera la chute de la IVe République et l'avènement du général De Gaulle et de sa Ve République en 1958. Ce n'est nullement pour des raisons humanitaires que ce dernier finira par emporter la mise, mais parce que les fractions bourgeoises colonialistes, comme celle qu'incarnait l'Organisation armée secrète (OAS), avaient fait leur temps, dans une période où la vague de décolonisation s'ancrait dans la période des nouveaux enjeux impérialistes de la Guerre froide. Les indépendances nationales étaient d'autant mieux acceptées que les pays concernés restaient dans le camp de la puissance de tutelle.

Le mythe du “peuple libéré”

L'Algérie serait donc aujourd'hui un pays “libre et indépendant” ou vivrait, par conséquent un peuple “libre et indépendant”. La réalité est évidemment toute autre.

Quarante après la fin de la guerre, les travailleurs subissent toujours aussi férocement le même joug de l'exploitation capitaliste… simplement aujourd'hui il n'est plus le fruit de la bourgeoisie française mais de la bourgeoisie algérienne. La preuve en est l'ampleur de la colère sociale qui gronde dans ce pays. L'Algérie a connu au cours des dernières années des grèves importantes, en particulier en 2011 chez les enseignants, les travailleurs communaux, le personnel de la santé, dans toute la fonction publique, les pilotes, les cheminots, comme dans les grands centres industriels (SNVI-Rouiba, Sonatrach…). Et elle n'a pas été épargnée par les soulèvements qui ont secoué les pays arabophones et particulièrement le Maghreb. Ce qui a empêché la rébellion de se poursuivre comme en Egypte par exemple, c'est la main de fer de l'armée, alors même que plusieurs nuits d'émeutes gagnaient le pays face au ras-le-bol général, à la hausse du coût de la vie, à la généralisation d'un système mafieux où le moindre poste ou visa se paie. Pour la jeunesse, dont une majeure partie est condamnée au chômage et à une précarité endémique, il n'y a aucune perspective. La soldatesque algérienne détient les rênes du pouvoir avec des forces de répression qui contrôlent fermement la situation.

Etrangère ou indigène, la bourgeoisie est toujours barbare !

D'autre part, l'Algérie n'a cessé d'être de manière quasi-ininterrompue un terrain d'affrontements violents et de rivalités sanglantes entre fractions et cliques bourgeoises autochtones dont l'ensemble de la population a fait les frais.

Ainsi, après des années de luttes et de rivalités internes au sein du FLN qui ont succédé à l'indépendance du pays comme au sein de l'appareil militaire qui se sont traduites par des règlements de compte, des assassinats ou des “disparitions” ou encore après une répression féroce des soulèvements des minorités berbères notamment en Tizi-Ouzou dans les années 1970 ou en 1986, la violence a encore franchi un nouveau palier. Alors que le FIS (Front Islamique du Salut) avait fait une razzia lors des premières élections “libres” lors des élections locales en 1990, confirmé lors des législatives le 26 décembre 1991, l'armée décidait de pousser à la démission le président Chadli et d'interrompre le processus électoral. Les assemblées dirigées par des élus du FIS ont alors été dissoutes, militants et sympathisants des islamistes jetés en prison ou expédiés dans des camps dans le Sud saharien, tandis que d'autres s'engageaient dans la lutte armée. Le Mouvement islamique armé (MIA), puis les Groupes islamistes armés (GIA) se mirent à proliférer et à perpétrer des tueries et des attentats. Cela a été le début d'une effroyable guerre civile meurtrière qui allait durer une dizaine d'années avec des assassinats et des attentats de toutes sortes, les habitants de villages entiers, femmes et enfants compris, violés et égorgés. De nombreux témoignages, y compris émanant des services secrets de l'armée eux-mêmes, ont depuis largement démontré que le MIA et le GIA se sont vus équipés dès le début par les services secrets de l'armée de “véhicules de services”, et qu'un grand nombre des assassinats avaient été commis par les officines de l'armée qui avaient progressivement infiltré le mouvement et pris le contrôle des GIA ou s'y étaient même carrément substitués. Pendant cette “décennie noire”, la population algérienne s'est trouvée déchirée, et plongée dans la terreur permanente, en proie à la pire des guerres civiles, prise en otage entre le feu des islamistes et celui de l'armée, qui était fréquemment le même. Et durant cette période, l'Etat algérien, de Bouteflika aux militaires, n'a cessé de bénéficier de la totale complicité du gouvernement français qui continue aujourd'hui encore de lui apporter son appui.

Dans ce monde capitaliste, l'indépendance, nationale ou autre, n'existe pas ; tous les discours qui sont brassées autour de cette mystification ne servent qu'à renforcer et justifier l'exploitation, voire le massacre, des masses de la population.

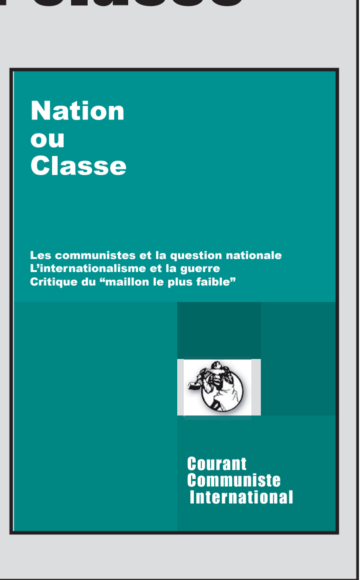
W. (30 mars)

Lisez notre brochure

Nation ou classe

“Le monde étant partagé entre une poignée de “grandes” puissances impérialistes... toute guerre, serait-elle nationale au début, se transforme en guerre impérialiste puisqu'elle heurte les intérêts d'une des puissances ou coalitions impérialistes” (*la Crise de la social-démocratie*, Rosa Luxemburg).

Les “justes luttes d'émancipation nationale d'Afrique” ne sont aujourd'hui que, comme partout ailleurs, des manœuvres sur le grand échiquier d'un affrontement impérialiste planétaire où les “peuples” font office de simples pions. L'*internationalisme* ne peut signifier que ***lutte intransigeante contre tout “mouvement national”*** qui n'est aujourd'hui jamais autre chose qu'un moment d'un conflit inter-impérialiste, et contre tous ceux qui s'en font les apologistes.



NOS POSITIONS

* Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

* La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

* Les régimes étatisés qui, sous le nom de “socialistes” ou “communistes”, ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

* Depuis le début du XXe siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

* Toutes les idéologies nationalistes, d'“indépendance nationale”, de “droit des peuples à disposer d'eux-mêmes”, quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploiteurs.

* Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La “démocratie”, forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

* Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis “ouvriers”, “socialistes”, “communistes” (les ex-“communistes” aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de “front populaire”, “front anti-fasciste” ou “front unique”, mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

* Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, “officielles” ou “de base”, ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

* Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

* Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

* La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'État capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les États et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

* La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni “autogestion”, ni “nationalisation” de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

* L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'“organiser la classe ouvrière”, ni de “prendre le pouvoir” en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITÉ

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.
- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.
- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association internationale des travailleurs, 1864-72, l'Internationale socialiste, 1889-1914, l'Internationale communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la IIIe Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne.